

la tribune

socialiste



Hebdomadaire du Parti Socialiste Unifié - N° 535 - jeudi 4 mai 1972 - 2 F



AGIP

ITALIE:

BRISER LE COMPLOT REACTIONNAIRE

POURSUIVONS NOTRE EFFORT

« T.S. » n'est pas sauvé. Beaucoup de camarades écrivent à la rédaction pour dire combien la nouvelle formule leur paraît plus claire. Cet effort rédactionnel sera poursuivi. Mais cela ne suffira pas à sauver

« T.S. ». Maintenant que le parti dispose d'un journal plus lisible dont l'existence est une nécessité politique, seule la réponse aux trois impératifs militants peut sauver « T.S. ».

- 10 F par militant pour « T.S. ».
 - 1 abonné nouveau par militant.
 - 1 point de vente militant par section.
- Versements à « T.S. » - C.C.P. Paris 58-26-65
avec mention « souscription T.S. »

Si chacun ne se mobilise pas à fond sur ces trois objectifs, « T.S. » disparaîtra.

Nous publions ci-dessous le premier bilan de la souscription. Certains, en particulier des sympathisants isolés, ont fait un effort. D'autres et surtout les plus grosses fédérations restent passifs. A court terme cette insouciance sera fatale au journal.

Les lettres que nous recevons nous prouvent qu'il n'est pas difficile d'étendre l'audience de « T.S. ». Il suffit de le vouloir. Par exemple,

le camarade P.G. de Seine-Maritime a trouvé cinq nouveaux abonnés et sa section a vendu trente numéros supplémentaires. Le tout en une semaine.

Cette période de lancement de la nouvelle formule de « T.S. » est très favorable à des succès de ce genre.

Enfin, les fédérations recevront des affichettes de propagande reprenant la couverture de « T.S. » et destinées à être placardées. Pour « T.S. ». Poursuivons notre effort !

BILAN DE LA SOUSCRIPTION AU 27 AVRIL 1972

Ain	115	Morbihan	50
Aisne	30	Moselle	330
Alpes-Maritimes	440	Nièvre	15
Ardèche	140	Nord	130
Ardennes	30	Oise	70
Ariège	100	Orne	356
Aube	50	Pas-de-Calais	405
Aude	155	Puy-de-Dôme	480
Aveyron	50	Basses-Pyrénées	25
Bouches-du-Rhône	20	Saône-et-Loire	70
Cantal	30	Bas-Rhin	210
Charente-Maritime	335	Haut-Rhin	350
Cher	10	Rhône	850
Corrèze	170	Haute-Saône	40
Corse	100	Pyrénées-Orientales	110
Côte-d'Or	140	Sarthe	80
Côtes-du-Nord	70	Savoie	420
Creuse	130	Haute-Savoie	130
Dordogne	135	Seine-Maritime	335
Doubs	210	Seine-et-Marne	130
Drôme	310	Deux-Sèvres	10
Eure	20	Somme	115
Finistère	590	Tarn	100
Gard	360	Tarn-et-Garonne	100
Haute-Garonne	425	Var	30
Gironde	390	Vaucluse	100
Hérault	260	Vendée	20
Ille-et-Vilaine	100	Vienne	50
Indre-et-Loire	80	Haute-Vienne	100
Isère	460	Yonne	222
Jura	480	Belfort	100
Loir-et-Cher	20	Yvelines	210
Loire	170	Essonne	555
Loire-Atlantique	340	Hauts-de-Seine	675
Loiret	70	Seine-Saint-Denis	540
Lot	30	Val-de-Marne	670
Lot-et-Garonne	10	Val-d'Oise	160
Maine-et-Loire	374	Paris	1.485
Marne	200		
Meurthe-et-Moselle	170	Total	17.400

sommaire

3. Mort ou vif ?
4. Répulsion des uns et régionette des autres.
6. TS Ecole.
7. Les immigrés sont tous des Sadok.
8. Renault-Flins ou la répression en marche.
9. Le Joint Français, la victoire.
10. Le parlementarisme bourgeois en décomposition.
13. Le mouvement anti-guerre aux Etats-Unis.
14. Fidel Castro a rendez-vous à Moscou.
16. Evolution de l'Eglise protestante.
17. Les journées des minorités nationales au Théâtre des Nations.
18. Notes de lecture.
19. HLM-ZUP: contestation ou réformisme ?
20. « Le Chili n'est pas seul. »

tribune
PSU **socialiste**

Directeur politique :
Christian Guerche

Directeur adjoint :
Gérard Féran

Comité politique :

Robert Chapuis - Gérard Féran - Jacques Gallus - Jacqueline Giraud - Christian Guerche - Gilbert Hercet - Robert Michel - Jean-Claude Vaillant.

Comité de rédaction :

Jean-Louis Auduc - François Brousse - Gilbert Chantaire - Françoise Claire - Robert Destoot - Jacques Ferlus - François Gyr - Bernard Levy - Alain Moutot - Dominique Nories - Lucien Saintonge - Jean Verger.

Secrétaire de la rédaction :
Philippe Guyot

Directeur
de la Publication
Guy Degorce

Rédaction
Administration :
9, rue Borromée
PARIS (15^e)
566-45-37

Publicité : Information 2000
Tél. : 285-05-43

Distribué par les N.M.P.P.

S.A. Imprimerie Editions Moriamé,
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e

Le présent numéro est tiré
à 29.000 exemplaires

MORT OU VIF ?

GERARD FERAN

Avez-vous vu le film d'Alain Tanner : « Charles mort ou vif » : Charles est directeur d'une petite usine familiale. Les premières images du film sont celles du compliment traditionnel adressé par les ouvriers de l'entreprise à l'occasion de l'anniversaire de leur patron. Tout est en ordre : la TV est là qui fait un reportage sur les entreprises familiales. Le fils, jeune loup avide de prendre la place de son père pour moderniser l'entreprise et la rendre rentable. Les ouvriers, sympathiques et peu revendicatifs, parce que dans ces cas-là l'usine est une grande maison et que tout le monde fait un peu partie de la famille ! Bref le monde tourne...

Pour Charles pourtant, cette vie-là n'est qu'une mort à petit feu. Alors il part. Laisant son fils à ses affaires, sa femme à ses angoisses. Il part pour tenter de vivre ; il rencontre un couple qui l'héberge, « barbouille » avec l'homme qui est peintre, fait la cuisine, rigole et joue avec eux. Finalement, de questionné qu'il était par ceux qui l'ont rencontré et agressé à cause de son air de prof petit bourgeois, il devient le questionneur : « Paul, quels sont tes désirs ? » demande-t-il à celui qui l'héberge. Et l'autre ne sait que répondre...

La fin de l'histoire ? La famille réussit à récupérer le père vagabond. Deux infirmiers viennent le chercher pour l'emmener à la clinique : « Il est malade, vous comprenez ».

Communistes et révolutionnaires : pourquoi la coupure

Bien. Mais quel rapport dira-t-on entre tout cela et la politique ?

J'en vois beaucoup. Non pas parce que cette histoire décrit les tourments psychologiques d'un patron mal dans sa peau. Il y en a toujours eu, il y en aura encore et ce n'est pas parce que certains bourgeois ont « le mal de vivre » que les exploités sont plus avancés dans leur lutte. Non, ce qui m'intéresse politiquement dans ce film, c'est autre chose : c'est ce thème « Mort ou vif » qui me semble constituer à la fois l'enjeu et la diffi-

culté fondamentale de toute lutte de classe qui se veut à terme libératrice.

Faisons référence cette fois à l'actualité proprement politique : et d'abord à la coupure entre communistes et révolutionnaires qui s'est une nouvelle fois marquée sur le terrain à l'occasion du double cortège du 1^{er} Mai.

Je n'y reviens pas : les arguments du Parti communiste, ceux du PSU et des autres organisations révolutionnaires sont suffisamment connus.

Mais, demandons-nous, pourquoi, au-delà des appareils politiques, un nombre considérable de travailleurs adhèrent à la stratégie du Parti communiste et à celle de la C.G.T. ?

Pourquoi, à l'inverse, une autre fraction, minoritaire mais croissante, en particulier chez les jeunes travailleurs, et dans d'autres secteurs de combat, comme l'école rompt-elle avec la stratégie communiste, sans bien savoir encore comment la remplacer ?

Alors qu'est-ce qui pousse ceux qui suivent le Parti communiste

comme ceux qui s'y opposent et qui tentent aujourd'hui d'inventer une autre stratégie révolutionnaire ?

Le capitalisme, système de mort

Ne serait-ce pas justement le contenu politique que les uns et les autres veulent donner à cette question : « Mort ou vif ? ». Non pas sous forme d'interrogation métaphysique mais comme question que se posent collectivement tous ceux que le capitalisme empêche de vivre : à l'époque de Marx, Engels, de Lénine aussi, le capitalisme était, au sens strict du terme, un système de mort pour le prolétariat. Ce qui était en jeu pour les travailleurs au-delà de la misère physique et morale c'était bien en effet leur propre survie constamment menacée par la logique de leur paupérisation croissante. De cette situation date sans doute le peu de réflexion du mouvement marxiste sur la conscience de classe, c'est-à-dire sur les conditions subjectives qui fondent pour des exploités leur volonté collective de renverser un système social. Car

quand l'enjeu de la vie ou de la mort se trouve résumé tragiquement en un choix aussi simple, le seul problème réel est de mettre en place les moyens les plus efficaces du bouleversement social. Aussi toute la pratique et la théorie du mouvement ouvrier ont-elles eu un seul véritable objectif : construire un parti ouvrier capable par sa force de détruire le capitalisme conçu essentiellement comme système de misère.

Le Parti Communiste, certes, a pris la mesure des mutations que le capitalisme développé a dû opérer sur lui-même sous la pression de la classe ouvrière. Mais s'il a modifié sa tactique de combat, il a gardé la même conception de ce que peut être une conscience de classe : capitaliser toutes les exigences de ceux qui désirent une meilleure répartition du produit social. Les problèmes du pouvoir, dans l'entreprise, de la hiérarchie des salaires, du contrôle social du travail, du mode de vie sont secondaires à ses yeux.

Quels sont nos désirs ?

Mais il est vrai aussi qu'une transformation révolutionnaire dans un pays capitaliste développé exige de répondre beaucoup plus précisément à la question : quelle vie voulons-nous vivre ; ou pour reprendre la question du film, « quels sont nos désirs ? ».

Tel est le problème auquel les révolutionnaires sont aujourd'hui confrontés : faire apparaître une nouvelle conscience de classe qui permette de constituer une force alternative à la bourgeoisie. Ce qui veut dire assumer tout ce qui dans la conscience ouvrière est cette volonté de mieux vivre que le Parti communiste a pu prendre en charge. Mais c'est aussi montrer, comme on l'a vu à Penarroya au Joint Français et dans les mots d'ordre du défilé des révolutionnaires ce 1^{er} Mai, que nous voulons plus : une toute autre organisation du pouvoir, une réorientation radicale de la croissance, une façon nouvelle de concevoir l'éducation et l'échange des connaissances...

Bref, il s'agit toujours en fin de compte de vivre ou de mourir...

Mais au XX^e siècle.



REPULSION DES UNS ET REGIONETTE DES AUTRES

CHRISTIAN GUERCHE

On dit supermarché et superette. On disait il y a quelques années région, on peut parler maintenant, après le vote par l'Assemblée nationale de la « réforme régionale » préparée par le gouvernement et présentée par M. Frey, de « regionette ».

De quelque manière qu'on l'envisage, le projet de loi ne constitue en effet aucune avancée en matière de décentralisation ou de régionalisation. Tout au contraire, il représente un recul considérable non seulement par rapport aux revendications des forces socialistes en la matière, mais tout simplement par rapport au projet gauliste initial, qui avait déjà été rejeté par le pays comme trop timoré.

De la collectivité territoriale à l'établissement public

En 1969, la réforme régionale proposée par le général de Gaulle donnait un certain nombre de pouvoirs aux régions en matière d'infrastructures, de planification, de fiscalité. Ce qui était en cause, c'était la constitution des appareils qui auraient la responsabilité de la gestion des finances régionales. En refusant l'élection au suffrage universel des conseils régionaux, en préservant le pouvoir des préfets, la région, telle que de Gaulle l'envisageait, risquait en fait de renforcer les pouvoirs de l'appareil central.

A l'époque, tout le monde avait cru devoir se réclamer du régionalisme pour manifester sa désapprobation devant de pareilles précautions. On sait ce qu'il en fut.

Aujourd'hui, le projet repris continue dans le même sens. Il ne s'agit plus de limiter des prérogatives, il s'agit tout simplement d'annuler toute possibilité pour les régions, d'infléchir en quoi que ce soit leur destin.

Et de brandir à tout propos le spectre de la désunion nationale. Le France est unie et européenne, qu'on se le dise. Aussi il est inutile de perorer sur les besoins exprimés de quelque manière que ce soit par de déplorables démagogues régionaux.

Un établissement public, voilà ce que devient la région. C'est-à-dire un organisme contrôlé totalement par l'Etat, et notamment par le préfet, qui est chargé de l'exécution de toutes les décisions.

Celles-ci ne peuvent d'ailleurs qu'être minces, compte tenu des moyens de financement qui sont consentis au Conseil régional. En effet, les seules ressources affectées pour l'heure à l'établissement public régional, sont celles qui proviennent de la taxe sur les permis de conduire. Quelques autres impôts pourraient être levés par le

Conseil régional, ils ne sauraient en aucun cas dépasser 15 F par habitant. Encore faudrait-il que les départements aient leur mot à dire, et que l'Etat consente.

Nous sommes ici en pleine caricature.

Ni région, ni pouvoir, la regionette

On peut s'interroger sur le pourquoi de ce projet.

Il était inutile d'envisager un instant que le régime prenne en comp-

te tous les déséquilibres régionaux, chaque jour plus explosifs. Il suffit de voir ce qui se déroule actuellement au Joint Français, à Saint-Brieuc, pour comprendre l'incapacité de la bourgeoisie française à résoudre les problèmes qui se posent à elle.

Il était encore moins prévisible d'imaginer que le gouvernement puisse à quelque titre que ce soit, envisager la réponse à donner aux revendications des minorités nationales, bretonnes, basques, alsaciennes, occitanes, catalanes, etc.

Marcellin veille ici, et prend toutes mesures pour que le problème ne puisse même pas être évoqué, même quand les propres experts officiels transmettent leurs préoccupations à cet égard.

En fait, en regardant de plus près le projet on s'aperçoit qu'il s'agit d'abord et surtout de donner quelques moyens supplémentaires aux notables de ces régions, et de dévier les quelques velléités de revendication qui étaient apparues ici et là.

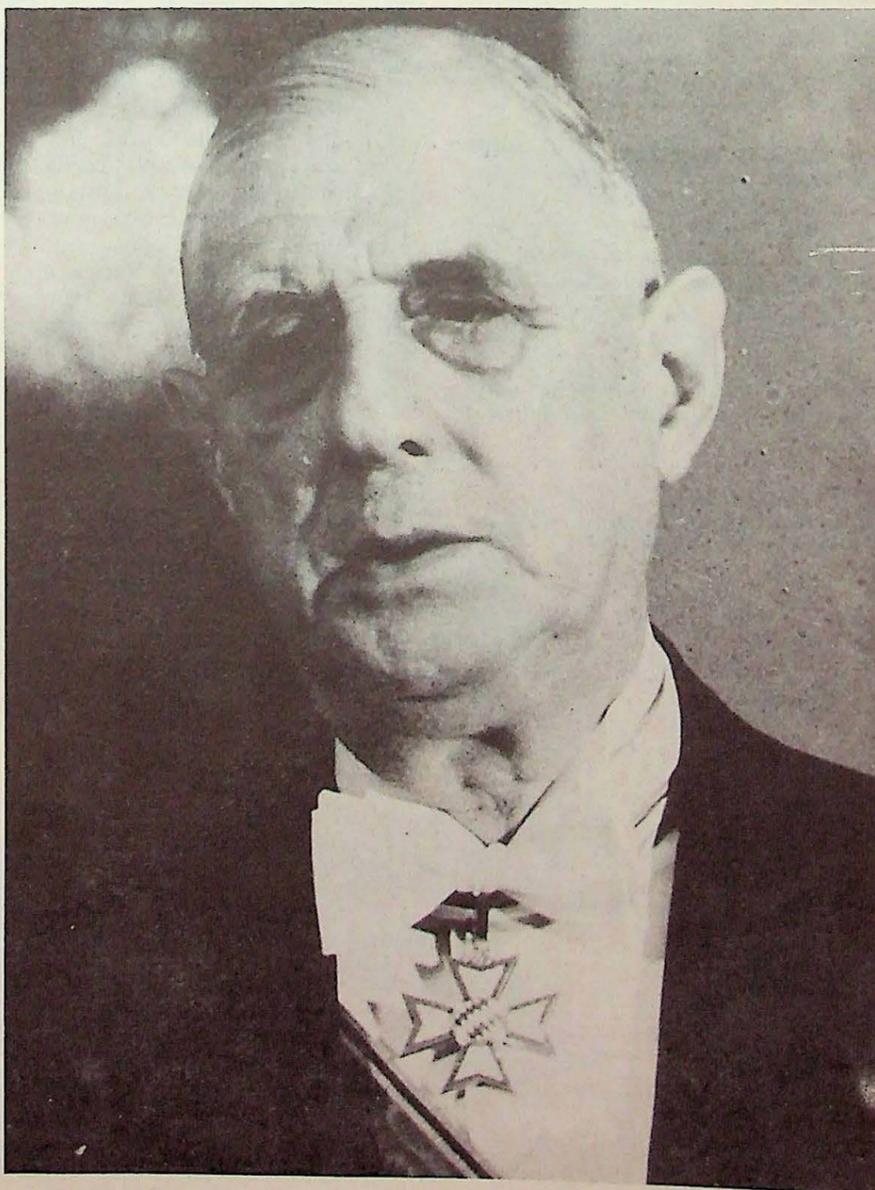
M. le député, et M. le sénateur, ne manqueront pas de s'allier à M. le secrétaire de la FNSEA, ou à M. le président de la Chambre de Commerce et d'Industrie, pour obtenir de M. le ministre de l'Équipement la dérogation, tant attendue, qui permettra de bâtir à côté du golf un bâtiment de 10 étages qui attirera les chers cadres qui jusqu'ici, refusent obstinément de se décentraliser à X les bains.

Il suffit de lire les débats qui se sont déroulés à l'Assemblée nationale, pour comprendre que Pompidou ne croit pas un instant à une réforme, présentée il y a encore trois ans comme l'affaire du siècle.

Mais à dire vrai, il était aussi inutile d'imaginer qu'il pouvait y avoir quelque préoccupation profonde dans la pensée pompidolienne.

Entre deux scandales immobiliers, il vient de subir l'assaut sur la publicité parallèle à l'ORTF.

Alors il a fait mieux. Il a présenté une réforme régionale parallèle. D'autant plus extraordinaire que les régions de référence n'existent pas.



Comment s'en débarrasser ?

A.F.P.

ÉCOLE VERS UNE AUTRE STRATEGIE

Dans son précédent numéro, « T.S. » a ouvert un débat sur l'avenir du syndicalisme enseignant. Après les congrès du S.N.E.S. et du S.G.E.N., après les luttes lycéennes contre la circulaire Guichard, celles des C.E.T., celles des enseignants contre l'Inspection, où en est-on ?

Peut-on dire qu'à partir de ces luttes et des débats qu'elles entraînent, une nouvelle stratégie de l'école est en train de naître ? Si oui, quels sont ses objectifs, ses formes d'organisation ? Comment peut-on poser aujourd'hui le problème du syndicalisme enseignant ?

A toutes ces questions, aucune force ne peut répondre aujourd'hui de façon suffisante. Mais nous devons au moins faire avancer la réflexion sur quelques points fondamentaux : qu'entend-on par le thème de la « destruction de l'école », ou par celui de « déscolarisation ». Comment se pose la question de l'éducation et de la transmission des connaissances dans le cadre d'une société en transition vers le socialisme ? Et qu'est-ce que tout cela engage pour le combat quotidien contre l'école capitaliste ?

Pour en débattre, trois militants engagés dans des organisations syndicales différentes, mais qui ne subordonnent pas pour autant toute leur action au syndicalisme enseignant : Jean-Claude Guérin (S.N.E.S.), Gérard Chauveau (S.N.I.) et Patrick Viveret (S.G.E.N.). « T.S. » cette semaine leur a donné la parole.

S.N.E.S. : Syndicat National de l'Enseignement Secondaire affilié à la Fédération de l'Education Nationale (F.E.N.).

S.G.E.N. : Syndicat Général de l'Education Nationale affilié à la C.F.D.T.

S.N.I. : Syndicat National des Instituteurs (F.E.N.).

TRIBUNE SOCIALISTE

Deux Congrès se sont tenus pendant les vacances de Pâques : celui du S.N.E.S. et celui du S.G.E.N. Au S.N.E.S. un débat a été engagé sur la finalité de l'école à l'initiative des

LE CHILI

Découverte et Culture organise avec et pour ses adhérents un circuit au Chili avec des visites d'entreprises, de mines, de fundos occupés... des rencontres avec les organisations politiques, syndicales... Ce circuit a lieu au mois de juillet pendant trois semaines.

Vous pouvez partir également pendant trois semaines au mois d'août.

Venez préparer avec nous cette découverte du Chili de l'Unité populaire.

Des adhérents de Découverte et Culture se rendent également au Mexique, au Pérou, à Cuba.

Pour adhérer à notre association, pour obtenir notre brochure détaillée adressez-vous à :

Découverte et Culture

94, rue Notre-Dame-des-Champs, Paris (6^e)

Tél. : 325.00.09

Toulouse : 3, rue d'Aubuisson, Tél. : 62.72.13.

deux tendances révolutionnaires : Rénovation Syndicale et l'Ecole Emancipée. Au S.G.E.N., un nouveau bureau animé par F. Garrigue et par des membres de l'opposition de gauche a été élu. Quelles leçons tirez-vous de ces deux congrès ?

JEAN-CLAUDE GUERIN

En ce qui concerne le S.N.E.S., il ne faut pas aller trop loin. La majorité « Unité Action » proche du Parti communiste n'a pas voulu en effet engager le débat au fond : ses militants ont surtout concentré toutes leurs critiques sur les thèses d'Ivan Illich, ce qui est effectivement le plus facile, du fait des insuffisances et des ambiguïtés que l'on peut trouver dans ses livres. Mais ils ont esquivé les questions posées par l'analyse de Baudelot et Establet sur l'école capitaliste en France. Quant aux thèses du Manifesto sur l'enseignement (groupe italien d'extrême-gauche) ils n'en ont pas parlé.

Il ne faut pas oublier non plus que ce congrès, qui était un congrès d'étude, c'est-à-dire sans vote d'orientation, était au départ limité à deux questions : la revalorisation de la fonction enseignante et le problème des lycées. Il a fallu l'importance des questions posées aujourd'hui un peu partout quant à la fonction de l'école pour que le problème commence à être abordé dans son ensemble.

Enfin il faut savoir que pour la majorité « Unité Action », ce congrès se situait surtout dans la perspective stratégique d'unité de la gauche : Rassembler les enseignants dans la lutte antigouvernementale et antimonopoliste, mais aussi fournir l'aliment théorique d'un futur programme d'unité de la gauche.

Tous d'accord
sur un point

TS Sur quoi portaient alors les principaux désaccords entre Rénovation Syndicale et l'Ecole Emancipée dont vous êtes membres et l'actuelle direction du S.N.E.S. ?



J-C G Sur deux points principaux : l'analyse que nous faisons de l'école aujourd'hui et la façon dont on pose le problème de l'éducation et de la transmission des connaissances dans la perspective d'une société socialiste et de la période de transition qui y conduit : sur l'analyse de l'école nous sommes tous d'accord pour reconnaître qu'elle est au service du capitalisme : rôle de sélection, sociale et culturelle, reproduction des inégalités, rentabilisation de la Formation en fonction des besoins économiques. Mais pour nous il est insuffisant de dire cela : la liaison de l'école avec le capitalisme n'est pas seulement accidentelle. Parler de l'école capitaliste, ce n'est pas seulement parler de l'école en régime capitaliste : Dans le premier cas, nous nous trouvons en face d'un appareil qui, au même titre que l'Etat, est intégré au système. Dans le second, on considère l'école comme un outil neutre que l'on pourrait mettre ensuite au service des travailleurs après une période où il aurait été au service du capital. Bien entendu, ces deux analyses engagent des conceptions différentes quant à la stratégie actuelle des luttes sur le secteur scolaire. Elles ouvrent aussi, et c'est là notre deuxième point de désaccord avec la direction du S.N.E.S., une réflexion nouvelle sur le rôle de l'école dans une période de transition au socialisme. Dire que l'on va faire une « école socialiste » est extrêmement ambigu. Si c'est pour faire la même école, mais en régime socialiste nous ne sommes pas d'accord. Nous pensons, nous, que c'est toute la séparation entre l'école et la production, l'école et l'ensemble de la vie sociale qu'il faut remettre en cause.

TS C'est tout le problème de la « destruction de l'école » qui est ainsi posé. Mais ne risque-t-on pas avec ce thème de tomber soit dans des luttes suicidaires, détruire l'école tout de suite, soit même de favoriser l'apparition de tout un secteur privé de la formation revendiqué par le patronat ?

GERARD CHAUVEAU

Je crois effectivement qu'il ne faut pas confondre deux choses : quand nous parlons de « destruction de l'école » nous en parlons au même niveau que celui de la « destruction de l'Etat » dans le cadre d'une révolution socialiste. Et de même que les organes permettant aux travailleurs d'exercer tous pouvoirs ne seront pas de même nature que ceux de l'Etat actuel, de même il faudra envisager une réorganisation de la transmission des connaissances et de l'éducation.

Détruire l'école ?

Ainsi il est intéressant de réfléchir sur ce qui s'est passé en Chine et à Cuba : la campagne d'alphabétisation cubaine n'a pas été faite par l'école, c'était d'ailleurs matériellement impossible. C'est la partie de la population alphabétisée qui a enseigné l'autre partie. Il ne s'agit donc pas, loin de là, de nier la nécessité d'une formation. Mais celle-ci au lieu de se faire en rupture avec la production et l'ensemble de la vie sociale doit être faite à partir d'elles.

PATRICK VIVERET

J'ajouterai une chose à ce qu'ont dit Chauveau et Guérin. Ce qui est en jeu dans ce débat c'est à terme la

redéfinition du travail intellectuel. Le mouvement ouvrier, notamment dans sa tradition léniniste a identifié le travail intellectuel au travail fait par les intellectuels. Or le travail intellectuel, et cela nous le devons à Gramsci, doit être défini comme une fonction : celle qui permet de produire les connaissances nécessaires à la maîtrise de la vie sociale. C'est dire que l'école comme corps séparé, tend à reproduire une couche d'intellectuels intégrée à la bourgeoisie pendant qu'elle prive l'ensemble des travailleurs productifs des moyens qui leur permettraient d'imposer un contrôle sur la finalité sociale de leur travail. Dans notre combat actuel nous ne devons donc pas nous contenter d'une liaison ou d'une solidarité entre travailleurs manuels, paysans et ouvriers, et travailleurs intellectuels. Nous devons proposer des cadres d'action commune qui permettent une autoformation réciproque entre eux, formation qui ne peut être assurée aujourd'hui dans le cadre de l'école.

L'unité avec les travailleurs

TS Nous en arrivons à poser le problème d'une redéfinition du combat sur l'école aujourd'hui, non pour les seuls usagers de l'école, mais aussi pour l'ensemble des travailleurs.

Comment concevez-vous dans ce cadre le travail avec le mouvement ouvrier et notamment avec les syndicats ?

J-C G Cette question permet de revenir sur ce qui s'est passé au congrès du S.G.E.N., son intérêt, comme ses limites. Personnellement, je crois que c'est la conception même du syndicalisme enseignant qu'il faut revoir. C'est-à-dire celle d'une organisation centrée sur la défense catégorielle de ses adhérents...

GC ... Et sur l'unité du corps enseignant. Or lorsque nous menons des luttes qui remettent en cause la fonction de l'école nous touchons à cette sacrosainte unité. Ainsi à Montreuil les enseignants avaient accepté la constitution d'une sorte d'« école-dépo-

toir » pour tous les ratés du système scolaire. Lorsque nous avons engagé une lutte à cette occasion nous avons été complètement isolés du corps enseignant...

PV Je crois en effet que nous nous trouvons là devant un obstacle important. Et pour en revenir au congrès du S.G.E.N. je crois que l'on ferait une erreur en pensant que nous allons avoir enfin « le syndicat qu'il nous faut ». L'intérêt du changement de direction réside plus, à mon avis, dans le fait que le S.G.E.N. pourra faciliter une maturation des militants enseignants et ouvriers de la C.F.D.T. Il ne suffit pas en effet de se contenter d'un syndicalisme enseignant plus combatif et plus ouvert. Il faut plutôt voir comment peuvent émerger de nouvelles structures qui permettent aux travailleurs, aux enseignants et aux lycéens de prendre en charge conjointement le combat contre une école de classe.

J-C G Autrement dit, ce n'est pas seulement une stratégie de l'école qu'il faut redéfinir. C'est aussi le problème des stratégies ouvrières actuelles et notamment celle de la C.G.T. qui maintiennent la séparation totale des luttes scolaires et ouvrières. La C.F.D.T. peut certes faire avancer cette question. Mais pour l'instant tout cela reste très limité. Nous nous trouvons donc devant un triple problème : définir de nouveaux objectifs et de nouveaux moyens de lutte dans l'école. Permettre une articulation du combat entre travailleurs manuels et travailleurs intellectuels. Mais aussi tenir compte de l'importance réelle des forces syndicales traditionnelles et ne pas désertir ce terrain. C'est dire que notre combat est à la fois interne et externe au syndicalisme enseignant. De toutes façons il faudra du temps pour que ces questions que nous posons aujourd'hui se transforment en une véritable stratégie révolutionnaire de l'école...

T.S. école

Les difficultés financières de « T.S. » jointes aux surcharges de travail des militants travaillant à « T.S. » et au secteur enseignement, ne nous ont pas permis de proposer comme prévu un numéro spécial « T.S. » sur l'école à la mi-avril. Ce numéro est prévu pour la fin mai afin qu'il puisse servir de matériel militant au moment de la période des examens. Une réunion a eu lieu avec des camarades qui avaient demandé à participer à la rédaction de ce numéro. Un projet de plan a été établi. Les camarades qui en ont fait la demande le recevront.

Ce « T.S. » tentera d'éviter la coupure entre les luttes actuelles et la réflexion théorique. Des interviews sont prévues de jeunes travailleurs et d'élèves de CET pour poser les problèmes non seulement à partir de l'école, mais aussi à partir de la production.

Pour recevoir le plan du « T.S. »-école et pour envoyer articles, interviews et documents pouvant être utilisés, écrivez dans les 15 jours qui viennent au secteur enseignement PSU, 9, rue Borromée, Paris (15^e) en mentionnant pour « T.S. école ».

L'oppression des femmes existe, nous l'avons rencontrée. Toutes, nous l'avons ressentie à travers des expériences différentes mais, lorsqu'on est une femme bien élevée, on ne parle pas de ces choses-là.

Nous avons brisé le silence, nous avons parlé, nous nous sommes reconnues. Ces témoignages sont ceux que nous nous sommes racontés, que nous avons recueillis autour de nous, ils sont là à titre d'exemple.

La réunion de ces textes n'est qu'un début de description de ce qu'est l'oppression des femmes.

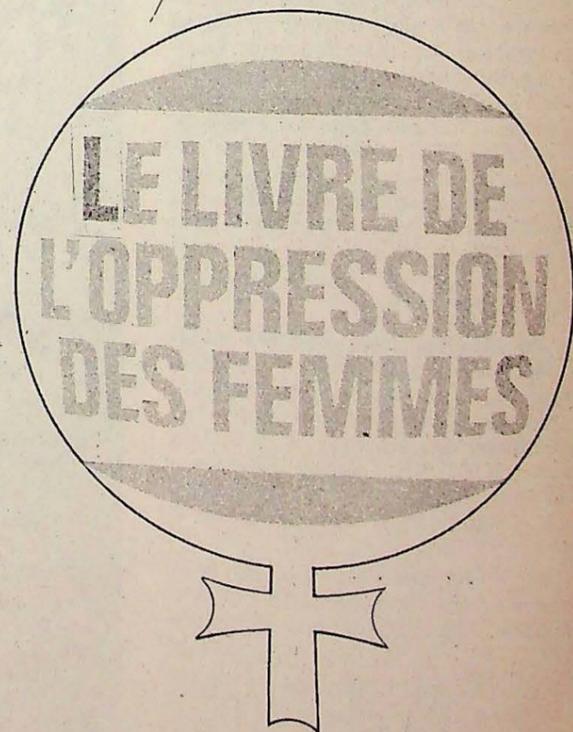
POCHE-CLUB
ÉDITIONS PIERRE BELFOND
10, rue du regard - Paris 6^e

H.S.C. 8.84
72.4

59.0847.0

9.50

LE LIVRE DE L'OPPRESSION DES FEMMES



POCHE-CLUB
RÉVOLTE DES FEMMES

LES IMMIGRES SONT TOUS DES SADOK

Amiens. Une ville bien calme. Tous les jours, chacun va à son travail et, le soir, rentre chez lui. Au début, qui prête attention à son voisin venu de l'étranger chercher un emploi ? Pas grand monde, assurément. Mais les faits s'ajoutent les uns aux autres.

Chez Brézillon, on « oublie » de payer les heures supplémentaires à un immigré. Explication : « Si t'es pas content, t'as qu'à foutre le camp. »

En décembre et janvier, dans les « bungalows (!) du Génie civil aux chantiers de la Porte des Flandres, il n'y a ni chauffage ni électricité.

A la ZUP, un tôlier est employé comme balayeur. On le change de métier ; il devient soudeur. Il se brûle gravement. Rétabli, il est employé ensuite comme nettoyeur de cuve. Il est retrouvé, un jour, presque asphyxié au fond de l'une d'elles car les mesures de sécurité n'ont pas été prises. C'est gênant ; alors il est licencié pour... manque d'assiduité au travail.

En silence

Tous ces hommes souffrent en silence. Leur situation est peu connue. Pendant deux ans, celle de Sadok Djeridi ne l'est pas non plus. Chassé de Tunisie par le chômage en 1969, il travaille en France jusqu'en décembre de l'année dernière grâce à diverses dérogations. Mais il ne parvient pas à obtenir une carte de travail car la visite médicale réglementaire de l'Office National d'Immigration l'a déclaré « inapte au travail » sans autre forme de précision. (Sadok est borgne de naissance, mais cela ne l'a jamais gêné dans son travail.) Néanmoins, devant les promesses de sécurité faites par son dernier patron et par le consulat, Sadok et sa femme Zhora décident de faire venir en France leurs enfants restés en Tunisie et de vendre tout ce qu'ils y possédaient. Zhora part en Tunisie régler tous ces problèmes. Quand elle revient, Sadok a reçu un papier officiel ne l'autori-

sant plus à travailler ni à résider en France. En décembre 1971, le maire signifie à Sadok la procédure de refoulement : il peut être expulsé immédiatement.

Trop, c'est trop !

A Amiens, il y en a qui pensent que trop c'est trop. Le comité antiraciste popularise le cas de Sadok ; la population, indignée de l'attitude des autorités françaises qui ont soutenu moralement et financièrement la famille de Sadok avant de l'expulser, se range à ses côtés.

Collectes et pétitions sont organisées. Devant cette mobilisation, la

préfecture suspend la mesure de refoulement et se « repenche sur le cas Sadok ». Mais comme en période de chômage le patronat veut se débarrasser des travailleurs qu'il a exploités avant, la préfecture garde le silence.

En réponse, une agitation plus large reprend. Le 19 avril, un meeting se tient à l'Hôtel de Ville, à l'appel du PSU et du comité de soutien. Le lendemain, le curé de la paroisse où habite Sadok, une jeune chômeuse, un étudiant arabe et un étudiant français entament une grève de la faim. Objectifs : briser le silence des autorités, obtenir une carte de travail pour Sadok, faire connaître les conditions de vie — de survie — des immigrés.

Pendant toute cette semaine, celle de la campagne du référendum, les militants PSU d'Amiens expliquent leur position à partir du cas Sadok : « Dire oui à l'Europe des travailleurs, c'est œuvrer pour l'égalité des droits politiques et syndicaux pour tous les travailleurs ; mêmes droits au travail, quel que soit leur pays d'origine ou le pays où ils vivent, c'est pourquoi il faut refuser l'Europe de Pompidou et des patrons. »

Exemplaire

Le 25 avril, au cours d'une conférence de presse un tour d'horizon fut fait sur la situation des immigrés en France et dans la région d'Amiens. On rappela ainsi l'accord franco-portugais de 1971 qui interdit aux Portugais de moins de vingt et un ans d'obtenir du travail en France. Cette mesure, destinée à empêcher les jeunes d'échapper au service militaire dans les maquis d'Angola, a entraîné l'expulsion de quatre Portugais qui travaillaient dans la Somme. On rappela également qu'il n'existe sur le territoire de la municipalité socialiste d'Amiens qu'un seul foyer d'accueil pour immigrés et qu'il va fermer le 1^{er} juillet prochain. Le bidonville, cela coûte moins cher d'entretien...

Le 26 avril, à l'appel du PSU, de la CFDT et du comité de soutien, une manifestation d'un millier de personnes se déroulait à Amiens. On avait rarement vu ça dans cette ville si calme.

Pour le moment, on en est là. Au cours de la manifestation, les grévistes de la faim ont annoncé qu'ils cessaient leur action puisqu'elle a atteint son objectif principal : mobiliser la population. Mais, ont-ils ajouté, tant que Sadok n'aura pas sa carte de travail, tous les militants resteront vigilants. Car il est maintenant clair que son cas n'est pas isolé. Il est, au contraire, exemplaire, et pour la population d'Amiens, tous les travailleurs immigrés sont des Sadok.



Le soutien de la population d'Amiens.

La brochure sur la
" Stratégie du P.S.U. " est parue.

Les commandes sont à adresser à
Tribune Socialiste
9, rue Borromée, Paris 15^e
C.C.P. Paris 58-26-65

Prix de la brochure : 2 F

CONTRE LA DICTATURE DES MACHINES

L'usine Philipps construite à Flers vers 1960, emploie à ce jour 1.000 travailleurs environ (essentiellement des femmes). On y fabrique des électrophones dont les trois quarts sont exportés. Il y a 650 OS dont 400 sont répartis sur 12 chaînes.

L'AMBIANCE CHAUDE DES CADENCES INFERNALES

Une revue municipale de Flers (municipalité de droite) ne manque pas de culot. Elle disait en parlant de l'usine : « Dans les aménagements internes, tout concourt vers une ambiance de travail agréable, un confort maximum et une organisation rationnelle des lignes de montages : éclairage, couleur des peintures, diffusion de musique, contribuent à créer une ambiance chaude et confortable.

Le positionnement des machines et les aménagements des postes de travail individuels ont été calculés pour faciliter les gestes opératoires et réduire la fatigue ». Ces plats zéloteurs du capital ont oublié une chose : une machine neuve ou pas, ça impose sa dictature selon les normes de productivité nécessaire à l'accumulation du profit capitaliste.

Pour les ouvrières de Flers ça signifie cadences infernales. Le travail est pensé, découpé, organisé, chronométré sans tenir compte de la santé des ouvrières. Les méthodes barbares du travail au rendement.

L'usine de Flers a une des cadences les plus élevées du trust (1) Philipps. Elles n'ont cessé d'augmenter depuis 1968. Philipps était venu s'implanter en croyant trouver une main-d'œuvre docile. Sur certains postes, les ouvrières

n'ont même pas le temps de se rendre aux toilettes. Elles sont rivées à la chaîne, du matin au soir, avec cinq minutes de pose le matin et dix l'après-midi, obligées de suivre toute la journée le même rythme sans possibilité de prendre de l'avance, ni surtout du retard.

Pour une ouvrière absente de son poste, il faut deux remplaçantes pour faire son travail tant les cadences sont élevées. Quand une ouvrière est enceinte ou rentre de congé-maladie, on la laisse sur la chaîne au même rendement, sans tenir compte des certificats médicaux.

Au cours d'une réunion le 21 mars entre la section syndicale et les représentants de la direction (M. Lebègue, M. Sergent, M. Grand Maître), pour discuter des cadences et des conditions dans l'atelier, M. Lebègue avoue que le travail au rendement « est contraignant », « difficilement assimilable », « qu'il faut le penser et l'adapter ». Il promet qu'on va réanalyser toutes les opérations de la chaîne qui, en attendant, tournera entre 1,15 et 1,20 maximum, la prime étant conservée à 1,25. Si ce point est tenu, il se trouve que le second ne l'est pas. La direction parlait aussi d'une commission chargée de « revoir le travail » où l'on pourrait enrôler les délégués syndicaux et faire patienter.

La seule solution réelle était d'abaisser les cadences. Le personnel et les délégués ont refusé de marcher dans les combines des patrons.

NOUS NOUS RELAXONS !

C'est le 12 avril, au cours d'une assemblée générale dans le réfectoire, que les ouvrières ont décidé de passer à l'action. Les 400 ouvrières des chaînes ont commencé le 13 avril à réduire d'elles-mêmes les cadences. Elles se sont organisées collectivement avec l'appui de la section CFDT pour faire le minimum de pièces nécessaires pour avoir le salaire de base sans primes. Ceci représente une perte de salaire de 75 F par mois, montant de la prime. Par contre la direc-

tion perd tous les jours 100.000 à 120.000 F. La direction redevient combattante ! Elle menace d'envoyer deux chaînes de fabrication ailleurs avec menace de licenciement collectif. Le grossier chantage ne peut qu'unifier la lutte. Les ouvrières l'expriment dans un tract de la CFDT : « On se sent relaxé ! On a enfin le temps de respirer et enfin d'aller aux toilettes tout en travaillant ».

CONTROLE OUVRIER ET SOLIDARITE ACTIVE

La grève a continué après la réunion du 16 avril de la « commission cadence » où les trois délégués CFDT ont volontairement refusé le rôle que les patrons attendaient d'eux : négocier, marchander, en gardant le silence.

Cette lutte a un caractère nouveau dans cette région. Elle attaque l'organisation capitaliste du travail et refuse (même avec 75 F en moins) le marchandage. Les ouvrières veulent vivre et non survivre, rivées à la sacro-sainte production. Elles s'attaquent par là-même à un des piliers du développement capitaliste : la productivité, la dictature de la marchandise.

C'est une première ébauche de contrôle ouvrier qui a pris complètement au dépourvu la direction qui croyait encore qu'au cours d'une concertation avec les délégués, ils pourraient duper tout le monde. Les délégués CFDT ont refusé ce rôle.

A l'initiative du PSU, des paysans sont venus vendre à bas prix du lait, des œufs et des pommes de terre.

Dans un département où dans le même temps ont lieu d'autres luttes (à la Stylfer, entreprise de La Ferrière-aux-Etangs, un mouvement a lieu, après l'occupation le 15 avril des locaux de l'inspection du travail, à Saint-Germain-du-Corbeis, cf. « TS » n° 533, la lutte des 32 éducateurs de l'institut médico-pédagogique se poursuit. Les éducateurs occupent le bureau du directeur intérimaire pour protes-

ter contre un refus d'agrément) l'action des ouvrières de Philipps trace une alternative nouvelle dans le combat ouvrier.

Etendre de façon organisée cette grève à tout le trust, telle doit être la perspective politique.

F. Gyr ■

(1) Le PSU et d'autres organisations révolutionnaires ont entrepris sur ce trust une action multinationale d'explication le mois dernier. cf. « TS » n° 533.

UN ACCIDENT BANAL ?



L'accident d'Ancenis.

A.F.P.

RENAULT - FLINS, OU LA REPRESSION EN MARCHÉ

D'aucuns, ici et là, font mine de croire que la montée de la répression chez Renault est un mythe inventé par les gauchistes. Il est impossible, dit-on, qu'un patron aussi social et libéral que P. Dreyfus puisse se livrer à une répression aussi féroce. Nous nous en tiendrons pour l'heure aux faits. La relation précise de ce qui se déroule à Flins, se passe pour l'heure de tout autre commentaire.

MAI 1971 : GREVE DES O.S. DU MANS

— La direction recrute tous les mensuels pour occuper l'usine en 3 X 8. Il s'agit d'empêcher les ouvriers lock-outés de réagir (les mensuels seront récompensés plus tard, on leur donnera quelques jours de congés supplémentaires : eux-mêmes disent « j'ai encore 2 jours de CRS à prendre »).

— Des commandos casqués, armés de matraques et dirigés par des cadres circulent la nuit pour faire « la chasse aux gauchistes ». Un soir les occupants d'une voiture suspecte manquent de se faire casser la gueule de justesse, au dernier moment. Ils déclinent leur identité... il s'agissait du commissaire des Mureaux et de ses adjoints.

— Lors d'une altercation devant la porte principale de l'usine, un ouvrier reçoit un pavé dans le pare-brise de sa voiture. Le lendemain, de jeunes ouvriers en colère veulent donner une leçon à ceux qui montent la garde et c'est une bagarre à coups de pierres et de lances à eau. La direction en profite pour se justifier : « Vous voyez, l'usine est vraiment menacée de destruction. » Argument risible car il était facile d'utiliser la bagarre comme manœuvre de diversion pour faire pénétrer ailleurs un commando de saboteurs dans l'usine. Les jeunes qui se sont battus sont photographiés, mis à pied et poursuivis en justice. Les CRS sont appelés et « protègent » l'usine.

JUIN 1971 - FEVRIER 1972 : LA REPRESSION

— On licencie pour manque d'activité, euphémisme pour désigner ceux qui ne peuvent suivre les cadences.

— On multiplie les contrôles, le moindre petit larcin est sanctionné par la mise à la porte, alors que des cadres se permettent beaucoup plus en toute impunité.

— Un militant d'une organisation révolutionnaire est licencié parce qu'il est arrivé en retard deux

samedis en heures supplémentaires imposées.

— La Régie contrôle les passeports de tous les travailleurs immigrés qui ont été en maladie à l'époque des fêtes de fin d'année ; si l'on trouve pour cette période le tampon du pays d'origine du travailleur, il est licencié séance tenante.

— Deux travailleurs immigrés à la Régie depuis plus d'un an et auxquels on ne reproche rien professionnellement sont licenciés parce que leur carte de travail n'est pas en règle.

— Des militants combattifs sont mutés d'un atelier à un autre jusqu'à ce qu'ils prennent leur compte.

FEVRIER-MARS 1972 : MEURTRE D'OVERNEY, ENLEVEMENT DE NOGRETTE

— La direction et la CGC font « démocratiquement » signer des pétitions. Les mensuels, régisseurs et même certains professionnels sont appelés dans le bureau d'un cadre, qui fournit les « explications nécessaires » et invite chacun à déposer sa griffe. Bien peu refusent dans de telles conditions de chantage.

Dans ces pétitions on trouve entre autres exprimés :

la dénonciation de « ceux qui entretiennent depuis des mois un tel climat et parmi eux les intellectuels décadents qui en sont les véritables responsables »...

la demande « à la direction de faire régner l'ordre à l'intérieur de l'entreprise »...

la constatation de « la carence des pouvoirs publics »... et l'exigence « que ceux-ci prennent les mesures nécessaires pour protéger les citoyens et faire respecter les libertés individuelles ».

— La CGC publie un communiqué de presse dans lequel « les cadres et techniciens souhaitent que tous les travailleurs et les organisations syndicales Renault s'unissent pour ne pas laisser aux seuls gardiens, qui sont, ne l'oublions pas, des salariés, la tâche de protéger l'outil de travail et le personnel de leur entreprise nationale ».

— Le samedi 11 mars des chefs de départements, chefs de service cadres distribuent un tract annonçant la création officielle d'un CDR Renault à Flins.

Face aux « commandos maoïstes du professeur Geismar... » il s'agit de « ... défendre Renault contre les envahisseurs ».

Lundi soir, sur la route d'Ancenis, en Loire-Atlantique, 12 travailleurs ont trouvé la mort. Elles sont mortes parce qu'elles étaient 14 entassées dans une camionnette faite pour transporter des marchandises. Parce qu'elles étaient entassées sur des banquettes sans aucune protection contre les accidents, parce qu'enfin, on transporte la main-d'œuvre comme une vulgaire marchandise, à qui on demande seulement de produire et de se reproduire.

Alors que dès l'année prochaine, le port de ceintures de sécurité sera obligatoire dans les voitures particulières, des millions de travailleurs sont transportés matin et soir dans des conditions insupportables. Cela permet au patron de faire encore et toujours des économies sur le dos de la main-d'œuvre.

Michel Rocard a demandé au ministre de s'expliquer sur ces conditions de transport.

LE JOINT FRANÇAIS, LA VICTOIRE

Après sept semaines de grève, les travailleurs du « Joint Français », à Saint-Brieuc, sont en train de gagner contre le patronat. Les négociations ouvertes le 29 Avril sont, quoi qu'il arrive ensuite, une victoire importante pour les mille ouvriers grévistes.

C'est en effet le patronat qui, pour la première fois depuis très longtemps, a été obligé de négocier sous la pression conjuguée des pouvoirs publics, du ministère du Travail, du préfet, de l'U.D.R. elle-même, qui ont fait pression, dans « La Nation » sur ce patronat oubliant les nécessités d'un capitalisme éclairé.

Pourquoi de telles pressions des milieux de la bourgeoisie, sinon parce qu'ils ont eu peur de la contagion.

Le conflit du « Joint Français », au fil des semaines, s'est transformé en un vaste combat de toute la Bretagne contre l'emprise du capitalisme.

La solidarité financière de toute la Bretagne, puis de toute la France, à travers les campagnes nationales de soutien organisées par divers groupements ou partis politiques, dont le P.S.U., a permis aux gars de tenir parce qu'ils n'étaient plus seuls.

L'énorme effort fourni par les paysans de Bretagne pour ravitailler les grévistes est beaucoup plus qu'un geste de solidarité, c'est l'engagement aux côtés des travailleurs du Joint.

UN ENGAGEMENT GENERAL

Les paysans, les travailleurs et toutes les forces qui se sont retrouvées au sein des comités de soutien ont permis cette victoire sur la bourgeoisie et le patronat.

On ne doit pas regretter que les forces réformistes d'abord, puis certains réactionnaires notoires se soient associés au mouvement. C'est au contraire la preuve qu'il était juste et compris de l'ensemble de la population. Il devenait trop dangereux de s'y opposer.

Si le ministre du Travail lui-même est intervenu auprès de la direction du « Joint Français », c'est parce qu'il fallait arrêter le plus vite possible le ralliement de toutes les couches populaires bretonnes à la lutte de nos camarades.

La victoire c'est que la bourgeoisie en Bretagne a peur pour ses intérêts. Le mouvement de solidarité à Morlaix, à Brest, à Quimper, à Vannes, à Lorient, dans tous les cantons

ruraux ou industriels de Bretagne, c'est cela aussi la lutte de classes, la lutte d'une région pour dénoncer sa colonisation par le capitalisme, l'exploitation de ses travailleurs, les menaces quotidiennes de licenciements et de chômage.

La présence de camarades du « Joint Français » en tête du défilé du 1^{er} Mai à Paris, aux côtés des militants révolutionnaires, donnait tout son sens offensif à cette manifestation. Mais, si la première victoire est d'avoir tenu assez longtemps pour que le conflit ne soit pas enterré, si la deuxième victoire devrait être la satisfaction des revendications des travailleurs du Joint, cela ne veut pas dire que tout est gagné. Pour un « Joint Français » combien y a-t-il d'entreprises où les gars sont rentrés sans rien obtenir ?

DES CONDITIONS PARTICULIERES

Conflit exemplaire, certes, le « Joint Français » ne doit pas faire croire que le rapport de forces a changé. Car les camarades ont bénéficié d'un soutien qu'il n'est possible de retrouver partout : faiblesse des forces réformistes, région très sensibilisée, paysans actifs et organisés, présence de militants révolutionnaires, municipalité P.S.U. de Saint-Brieuc.

L'interview de Yves Le Foll ci-dessous précise dans quelles conditions, la municipalité de Saint-Brieuc a pu aider à cette lutte victorieuse. Désormais, le problème est de préparer les conditions rendant possibles d'autres « Joint Français ».

F. Soulage ■

ENTRETIEN AVEC YVES LE FOLL,

La prolongation, pendant plus de 7 semaines, de la grève du Joint Français, s'explique par la combativité extraordinaire dont ont fait preuve les travailleurs, mais aussi grâce à l'immense soutien que leur a apporté l'ensemble de la population.

Dans l'organisation de ce soutien, la municipalité de St-Brieuc a tenu une place essentielle. Nous avons demandé à notre camarade Yves Le Foll, maire PSU de St-Brieuc, de nous expliquer ce qui a été fait.

TRIBUNE SOCIALISTE

Quelle est la composition de la municipalité ?

YVES LE FOLL

Le P.S.U. a 14 élus, mais dans la plupart des cas, les élus non-ins-

crits approuvent les initiatives des élus P.S.U. On peut donc dire que nous sommes majoritaires. Par ailleurs 11 élus appartiennent au P.C. et 3 au P.S. sur un total de 33 conseillers.

TS Comment le conseil a-t-il été amené à intervenir dans le conflit ?

Y. LF. Très peu de temps après le début du conflit les élus du P.S.U. ont demandé au conseil d'intervenir en prenant position contre l'intervention des forces de police et pour l'ouverture de véritables négociations. Les motions de soutien ont été adoptées dès le début par l'ensemble du conseil.

Dès que le conflit s'est durci, les élus du P.S.U. ont demandé la prise en charge d'une aide matérielle. Là encore, les divers groupes politiques ont été immédiatement d'accord.

TS Quelles ont été les formes du soutien ?

Y. LF. Le conseil a voté deux fois une aide matérielle. Elle est proportionnelle au revenu de chaque famille. Elle varie de 180 F à 300 F mais n'est pas versée dès qu'un ménage a un revenu supérieur à 1.000 F provenant d'un autre salaire.

Dans le même temps, tous les enfants des grévistes, sans exception ont été pris en charge gratuitement pour le repas de midi dans les cantines des écoles primaires et secondaires de la ville.

Les fonds ont été prélevés sur les fonds d'aide sociale et sur le fonds pour dépenses imprévues. En fait, la municipalité a utilisé toutes les possibilités que lui offrait le cadre légal, il suffit de savoir en profiter !

TS Diriger un cortège vers la mairie, cela ne risque-t-il pas de détourner les travailleurs de leur objectif ?

Y. LF. Les ouvriers du Joint voulaient aller vers la préfecture, mais elle est inaccessible. Le lieu le plus proche pour se rassembler était la mairie. Cela a permis à Lefaucheur, secrétaire de l'U.D.-C.F.D.T. de prendre la parole à partir du balcon.

En fait, c'est la C.G.T. qui s'est opposée farouchement à tout défilé vers le Joint de crainte de provocations et d'incidents avec les « forces d'occupation ». La C.F.-D.T. n'a pas voulu rompre sur ce point, qui, de toutes façons, était pour le moment mineur.

TS Une municipalité non P.S.U. aurait-elle eu le même comportement ?

Y. LF. Je ne crois pas. Dès le début, le soutien que nous avons apporté a eu un sens politique. La municipalité a pris une position politique et ne s'est pas contenté d'une solidarité purement extérieure aux problèmes posés. L'aide matérielle a été extrêmement importante, les municipalités alentour ont fait un effort très inférieur. Notre action très vigoureuse a permis au conflit de durer beaucoup plus longtemps.

La municipalité a conscience d'avoir fait sa part de travail au service des travailleurs du Joint, de même que les organisations politiques. Vouloir absolument attribuer des mérites à tel ou tel n'est pas la question du moment. Ce qui importe, c'est la victoire des travailleurs du Joint Français.

Un socialiste toulousain

La vie n'est pas rose à l'école régionale d'Assistantes sociales de Toulouse. Une section syndicale CFDT a été mise sur pied. Mais la direction ne veut pas la connaître. Pourtant, le président du Conseil technique se dit socialiste, il est vrai qu'à Toulouse, on en a vu d'autres... Les filles ont appelé par tract le soutien de la population, notamment sur le problème des bourses : depuis décembre où les boursiers ont reçu 800 F, plus rien. La CGT quant à elle, estime que le rapport de forces n'est pas favorable et qu'il n'est donc pas possible de se défendre...

Victoire ouvrière à Millau

La SAMEX est une usine de pantalons installée à Millau depuis septembre dernier. Elle emploie cent soixante personnes ; la plupart sont des filles de dix-huit à vingt-cinq ans qui ne trouvent pas d'emplois plus intéressants dans la région.

Les conditions de travail, c'était l'obligation d'un rendement très élevé sur la chaîne et les insultes des chefs d'ateliers. Les ouvrières ont alors pris contact avec des syndicats et ont alerté la presse et la population par des tracts.

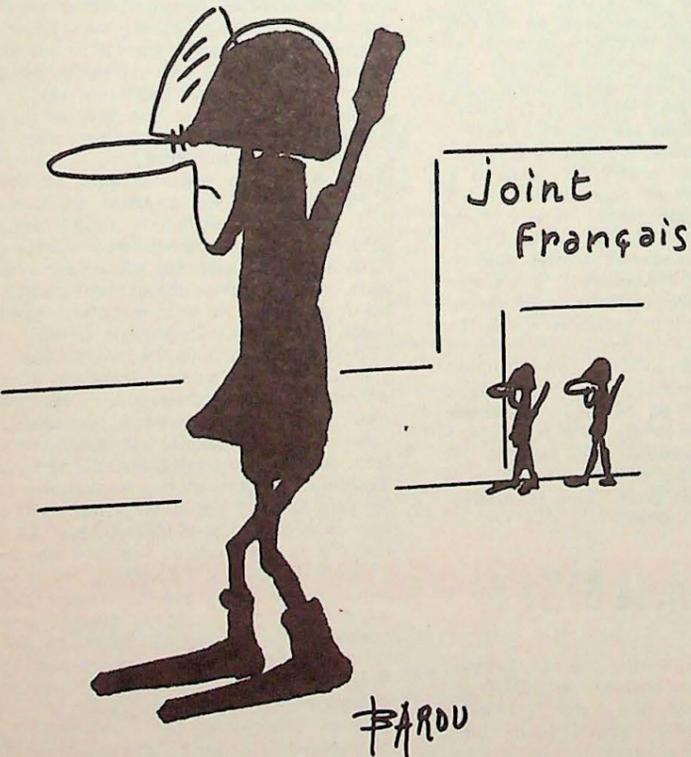
En riposte, le patronat a menacé de transférer l'usine à Marseille, a licencié une jeune « agitatrice », à réprimé le mouvement syndical. Fin mars, cent trente ouvrières sur cent soixante décidaient que ça suffisait. Après quinze jours de grève, dont les quatre derniers avec occupation des locaux, après le licenciement de vingt filles, après le transfert à Marseille d'une chaîne, ce fut la victoire totale.

Le P.-D.G. a accepté une section des délégués du personnel, la réintégration des licenciés, la diminution des cadences, pas de sanctions pour fait de grève, le retour de la chaîne transférée et une amélioration des rapports ouvriers-direction.

Cette grève victorieuse est importante : c'est la première fois depuis 1936 qu'une occupation d'usine a lieu à Millau. Des ouvrières qui ne se connaissaient pas ont découvert une grande solidarité entre elles. Mais la solidarité s'est aussi étendue aux paysans du Larzac. La lutte contre le sous-développement en Occitanie a ainsi reçu de nouveaux appuis.

J. Frayssenge ■

Jamais ! je n'ai tant travaillé en usine



Yvan Craipeau
LE MOUVEMENT TROTSKYSTE EN FRANCE

Des origines aux enseignements de Mai 68

18 F

Vient de paraître

Yvan Craipeau, qui a lui-même joué un rôle très important dans les trotskysme français des origines jusqu'en 1947, fait dans cet ouvrage le bilan des tentatives opérées par ce courant pour construire le parti révolutionnaire nécessaire à notre époque.

EDITIONS SYROS, 9, rue Borromée-Paris 15°,
C.C.P. 19 706 28, Paris.



LE PARLEMENTARISME BOURGEOIS EN DECOMPOSITION



Une rue de Milan à l'heure électorale.

Les électeurs italiens s'apprêtent à participer aux premières élections anticipées de leur histoire, provoquées par le gouvernement minoritaire du démocrate-chrétien Andreotti. L'enjeu de la bataille est la formation d'une coalition gouvernementale qui ne repose plus sur le jeu traditionnel du centre-gauche (démocratie-chrétienne appuyée par les socialistes). Pour le M.S.I. il s'agit de déplacer le centre de gravité politique vers la droite. Pour le P.C.I. il s'agit de s'insérer dans une coalition gouvernementale « contre le fascisme et pour les réformes » avec le P.S.I. et la D.C. En fait personne ne peut, quelques semaines avant la consultation, pronostiquer avec certitude la nature de la coalition qui sortira des élections. On peut toutefois apprécier précisément le cadre économique de la dégradation de l'institution parlementaire, les éléments contradictoires de la politique de la bourgeoisie à travers la D.C., le rôle réel du Mouvement social Italien et ses possibilités de développement.

C'est ce qu'ont tenté de faire quelques militants lors d'un voyage en Italie, en rencontrant des militants syndicalistes; du centre Il Manifesto de Gênes. Ce sont les éléments d'analyses issus de ces débats que nous présentons

« Dans le nord du pays, l'explosion de masse de 69 contre la restructuration capitaliste a mis en avant des revendications différentes en dehors du système, explique un camarade du Manifesto; au Sud, c'est la désagrégation sociale, la mixité au niveau de toutes les couches, la formation d'un sous-prolétariat dont la révolte éclate sporadiquement. Cette situation est le résultat de la politique de restructuration du capitalisme italien qui misait sur le développement d'un Nord capable de faire face à la concurrence internationale en utilisant une main-d'œuvre sous-payée, constituée principalement par les émigrés du Sud. La combativité ouvrière, les révoltes du Sud ont mis un coup d'arrêt à cette politique.

Un profond marasme

L'Italie est aujourd'hui traversée par une crise économique de grande ampleur : 1.200.000 chômeurs, une émigration accélérée, une baisse de la production industrielle, des investissements, une augmentation du coût de la vie, une augmentation du revenu national pratiquement nulle. « Mais, aujourd'hui, la combativité ouvrière n'est pas éteinte », continue le camarade du Manifesto. Il s'agit donc, pour la bourgeoisie italienne, de tenter de parer le coup, de rétablir l'ordre, c'est-à-dire d'avoir les mains libres pour développer « la concertation » — en un mot l'intégration — du mouvement ouvrier à ses plans de profits. Les moyens de cette politique sont à coup sûr un renforcement de la base politique de la démocratie-chrétienne. Tel est l'enjeu réel de la consultation du 7 mai.

Une société ingouvernable

La démocratie-chrétienne (D.C.) est divisée, quant à la tactique à employer, pour parvenir à ce renforcement. D'une part, la reconduction d'un bloc gouvernemental homogène minoritaire ne semble pas être, dans l'échiquier politique italien, la solution qui permette l'élargissement de la base de la politique bourgeoise, pas plus que la formation d'une nouvelle coalition de centre-gauche. D'autre part, la D.C. peut faire une ouverture vers le Mouvement social italien néo-fasciste. « Mais, explique un camarade du Manifesto, la bourgeoisie ne souhaite pas actuellement développer une riposte de type fasciste, car celle-ci ne s'articulerait pas aux projets d'intégration du mouvement ouvrier, elle se heurterait plutôt à la combativité ouvrière. » En dernière analyse, si la D.C. utilise quotidiennement les fascistes du M.S.I. et des groupes d'extrême-droite, comme ce fut le cas pendant les événements de Reggio de Calabre où derrière les commandos d'extrême-droite se trouvaient le clergé, les notables et les petits propriétaires démocrate-chrétiens, elle n'est pas prête à passer un accord de direction de la vie politique italienne avec une organisation dont l'activisme risque de cristalliser les fractions les plus réactionnaires de la D.C. et de renverser ainsi les rapports de forces au sein de l'alliance.

La stratégie des forces réformistes, et principalement du P.C.I., reste la même : le P.C.I. continue inlassablement à proposer la même marche graduée au socialisme que son homologue français; en fait, il propose à la classe ouvrière de s'aligner sur les préoccupations des fractions les plus libérales (modernistes) de la bourgeoisie autour du mot d'ordre d'expansion productive qualifiée. La myopie politique des dirigeants du P.C.I. les empêche — semble-t-il — de comprendre que le glissement à droite de la D.C. est inévitable, que les luttes ouvrières de 69 ont rendu celle-ci d'une prudence extrême et qu'elle n'acceptera que des hommes tout à fait sûrs pour réaliser sa politique d'intégration sociale. Dès lors, le P.C.I. rivalise avec la D.C. dans les appels à l'ordre, contre les extrémistes, fascistes et gauchistes. Il retrouve les accents « policiers » de Georges Marchais pour dénoncer les complots, « les poux tombés de la crinière d'un cheval de race » (sic). « La francisation du P.C.I. ne saurait étonner, remarque un militant d'Il Manifesto, il affronte une crise qu'il n'est pas capable de résoudre, la difficulté de la situation amène un développement vers la droite, les critiques que celui-ci faisait au P.S.I. en 1950, on peut les lui faire aujourd'hui. » En d'autres termes, l'ensemble de l'échiquier politique italien effectue un virage vers la droite à l'approche des élections du 7 mai. C'est dans ce cadre que se pose le problème du rôle que peut jouer le mouvement néo-fasciste italien.

Demain, le MSI ?

La démocratie-chrétienne axe sa campagne autour de la dénonciation des extrémistes de tout bord, elle arrête le fasciste Rauti (pour le libérer quinze jours avant les élections), perquisitionne dans les milieux d'extrême-droite. Mais l'arbre ne doit pas cacher la forêt, c'est en fait aux révolutionnaires, aux militants d'extrême-gauche, aux syndicalistes qu'elle réserve ses coups : arrestations, perquisitions se succèdent. Il y a utilisation par la magistrature des lois fascistes pour « délit d'opinion » contre les intellectuels. Le procès de l'anarchiste Valpreda, comme la mort de l'éditeur Feltrinelli, sont autant de « complots » de la machine policière démocrate-chrétienne. Mais par-delà ce décor, il s'agit d'un processus plus profond : la mise en place des éléments essentiels d'un Etat fort capable d'imposer par la répression systématique l'intégration nécessaire du mouve-

ment ouvrier. En dernière analyse, cette dynamique ne peut qu'amener une convergence entre la base de la démocratie chrétienne et celle du mouvement néo-fasciste, une polarisation du bloc réactionnaire face à la combativité ouvrière. Dans ce cadre, le M.S.I. possède une série d'atouts non négligeables; les démonstrations armées des néo-fascistes, la démagogie d'Almirante, l'activisme des autres groupes d'extrême-droite rencontrent une attention croissante dans les couches les plus défavorisées, sous-prolétariat du Sud, chômeurs de Rome, Milan, etc. Faute de perspectives ouvertes par le mouvement ouvrier traditionnel, les éléments les plus radicalisés de ces couches, qui n'ont aucune tradition — généralement — au sein du mouvement ouvrier, peuvent choisir le « nouvel ordre anticapitaliste ». La croissance électorale spectaculaire du M.S.I. à Rome, à Gênes, à Milan et dans le Sud, la renaissance des groupes fascistes dans certaines entreprises sont autant d'indices du processus qui s'engage. « Chez nous, explique un militant syndicaliste du Nord de l'Italie, il y a une forte communauté sicilienne, un véritable ghetto, on y vote à gauche, mais ce vote n'est pas politique, il peut se renverser du jour au lendemain si un démagogue — Sicilien — vient faire campagne pour la réaction. » Au Sud, la situation est encore plus délicate, les cadres politiques de la gauche traditionnelle n'ont qu'une aspiration : monter vers le Nord après avoir fait leurs classes dans ces régions désertées. La gauche n'y a donc pas de racines réelles; ajoute un militant d'Il Manifesto. Il ne s'agit donc plus, comme en 64, d'un « mouvement d'en haut », de la classe politique réactionnaire et de certaines castes de l'armée, mais bien d'un mouvement potentiel de masse auquel les mouvements d'extrême-droite peuvent donner une structuration importante. Le « ralliement » de personnalités comme l'amiral Birindelli au M.S.I. n'est qu'un indice supplémentaire de la transformation des rapports de forces entre les partis bourgeois italiens. Face à cette situation et au « crétinisme parlementaire » de la gauche traditionnelle, les tâches des révolutionnaires pour offrir des perspectives à la combativité ouvrière sont immenses. Eux seuls peuvent tenter de briser l'offensive réactionnaire; l'échéance des élections du 7 mai, la présentation de candidats du Manifesto peuvent constituer une étape réelle contre la démobilité ouvrière pour préparer les luttes de l'automne prochain au moment du renouvellement des contrats.

Jean-Yves Langanay ■

COMBATIVITE OUVRIERE MOUVEMENT DE MASSE ET ORGANISATION

La situation politique italienne pose de manière cruciale la question de l'intervention des militants révolutionnaires au sein de la classe ouvrière. La précision

du débat que nous avons eu sur ces points avec les militants du centre Il Manifesto de Gênes permet de présenter ici le résumé de la discussion.

ACIP



Enrico Berlinguer, le leader du Parti communiste italien.

vrières aux réformes parlementaires. Cette politique bien sûr s'articulait avec celle du P.C.I., avec sa stratégie frontiste.

Dans ce cadre, le seul contact avec la gauche syndicale ne suffisait pas parce que celle-ci devenait subordonnée aux directions syndicales, parce qu'il n'y avait pas d'espace politique permettant spontanément qu'une alternative politique se dégage. Plus encore, le danger de nous mettre à faire du syndicalisme de gauche devenait réel. Aujourd'hui, où il y a une faible spontanéité ouvrière, la question posée est celle de l'organisation politique.

Bien entendu, il ne s'agit pas de se couper des masses influencées par les organisations syndicales mais nous n'entendons pas créer un courant syndical. Nous refusons par exemple la politique de l'U.C.M.L. qui crée une fraction rouge dans le syndicat, et dont l'unique ouvrier fait une grève politique de temps à autre indépendamment des rythmes de la mobilisation ouvrière. De toute façon, la formation d'un courant syndical impliquerait la reconnaissance de la règle du jeu des bureaucraties syndicales. Nous voulons faire un courant directement politique, refuser la coupure syndicat-politique.

T.S. — Quel processus de construction de l'organisation politique envisagez-vous ?

Il Manifesto. — Il ne s'agit pas pour nous de nous auto-proclamer parti révolutionnaire, la construction du parti est liée au développement du mouvement des masses, au dégagement d'une avant-garde sociale de lutte. En ce sens, nous proposons la création de structures politiques capables de regrouper cette avant-garde. Ces comités politiques ne sont pas des comités d'Il Manifesto. Ils ne sont pas non plus des comités d'usine luttant sur les problèmes spécifiques de telle ou telle entreprise. Ils ont pour fonction de dégager un espace politique à l'intérieur et à l'extérieur de l'usine, une fonction globalisante autour des thèmes de la guérilla revendicative, de l'insubordination de masse, de l'unité avec les autres mouvements populaires. Les comités peuvent pour l'heure regrouper à la base des militants révolutionnaires de toute tendance comme des militants d'organisations réformistes : P.C.I., P.S.I., catholiques de gauche. « Il Manifesto », à partir de la pratique, tente d'ouvrir de nouvelles perspectives politiques.

Un autre militant d'Il Manifesto. — Il faut quand même noter qu'il

y a à l'heure actuelle peu d'exemples de ce type de comités politiques. Dans certains cas, les camarades préfèrent créer un cercle « Il Manifesto » autour du journal.

Il Manifesto. — Oui mais notre but n'est pas de gonfler le Centre « Il Manifesto » mais de regrouper l'avant-garde sociale dans les comités politiques.

T.S. — Quelle place attribuez-vous à la présentation de candidatures d'Il Manifesto pour les élections du 7 mai ?

Il Manifesto. — L'augmentation du sectarisme de certains groupes, l'impossibilité de trouver une base d'accord sur les perspectives politiques à mettre en avant n'a pas permis la présentation de candidats de la gauche révolutionnaire en Italie. On peut le regretter. Bien entendu, la campagne a essentiellement une fonction propagandiste. Nous présentons des candidats dans presque toutes les circonscriptions importantes. A Milan la tête de liste est l'anarchiste Valpreda, cela renforce le caractère de lutte contre « l'ordre » que nous voulons donner à cette campagne. Les groupes communistes révolutionnaires de Livio Maitan (IV^e Internationale) ont apporté leur soutien à notre campagne. Nous dénonçons le caractère illusoire du dévoilement des luttes vers le parlementarisme. En fait il s'agit de montrer qu'il y a une force à gauche du P.C.I., que l'alternative réelle apparaîtra au cours de l'automne 72 au moment du renouvellement des contrats.

T.S. — Comment se prépare la période de renouvellement des contrats ?

Il Manifesto. — Même si la spontanéité ouvrière a diminué, les luttes n'ont pas perdu de leur importance et ce, malgré la crise économique. Par exemple à Alfa Romeo le syndicat a dû suivre récemment une lutte très dure. Pour l'automne nous travaillons dans cette direction, nous refusons la dynamique des tractations, de la paix sociale, des pressions d'appareils, nous mettons en avant la lutte contre l'organisation du travail et, pour cela, nous cherchons à sceller une alliance avec les secteurs durs des syndicats. Dans ce cadre, il y aura possibilité à la fois de riposter à la politique de la D.C. et de créer des comités politiques.

(Propos recueillis par Maguy Guillem.)

TRIBUNE SOCIALISTE. — Est-il possible, trois ans après le Mai rampant, après la vague de fond qui a soulevé le mouvement ouvrier italien, de tirer les enseignements de cette période ?

Il Manifesto. — Il faut déjà souligner que l'explosion de masse de 1969 n'a pas connu d'échec, il n'y a pas eu de répression frontale, ni de récupération réformiste globale. Dans les secteurs de la petite bourgeoisie — l'école, par exemple — il y a eu reflux, mais pas dans les usines.

Le mouvement qui s'est développé dans les entreprises dans cette période, la création du mouvement des délégués en dehors du cadre syndical reflétait la spontanéité organisationnelle de la classe ouvrière dans le cadre de la montée générale des luttes. Les objectifs de prise de contrôle immédiats de ce mouvement étaient une critique spontanée aux perspectives de collaboration de classe. L'élection des délégués remettait en question les traditions d'organisation imposées par l'appareil bureaucratique syndical.

Pour nous, dans cette période, il fallait soutenir le mouvement car ces structures neuves pouvaient être les noyaux de formations conseillistes. La situation présentait des caractéristiques pré-révolutionnaires, mais elle n'a pas atteint son terme de par le fait de la politique des directions réformistes et de l'absence d'un parti révolutionnaire solidement implanté dans la classe ouvrière et offrant des perspectives nouvelles.

Dans un second temps le mouvement des délégués est revenu dans le cadre syndical ; leur fonction politique n'étant pas indépendante de la conjoncture, ils ne constituent plus un élément de pouvoir alternatif. Cette dynamique a été d'autant plus accélérée que les directions syndicales n'ont pas eu de rôle répressif pendant le mouvement, qu'elles ont joué le rôle de coordination et d'unification du mouvement, et qu'elles étaient les seules à se poser comme force de négociation face à la politique contractuelle.

T.S. — Ce débat sur les perspectives à offrir à l'avant-garde

sociale qui se dégage des luttes traverse aussi le mouvement révolutionnaire en France. Peux-tu préciser comment se pose ce problème au mouvement révolutionnaire italien ?

Il Manifesto. — Il faut établir la différence : il y a d'un côté le mouvement des délégués élus par toute l'usine qui s'est développé dans la période d'offensive ouvrière et dont il reste aujourd'hui une forme syndicale, par exemple les listes uniques présentées par les syndicats à la base, ou les cas plus rares de listes blanches où les travailleurs inscrivent les noms de ceux qui sont les plus aptes à les représenter ; d'autre part les comités d'ateliers, C.U.B., comités de lutte qui ont essayé d'être une alternative permanente aux syndicats. Certains existent encore mais n'ont jamais pu avoir une crédibilité suffisante. Le groupe Lotta Continua a tenté de leur donner une plate-forme alternative unifiante, mais la logique de ces comités de lutte, négation du syndicat, n'a pu aboutir. Même lorsque les ouvriers regroupés autour du comité menaient la lutte, seul le syndicat négociait après la lutte dure et il avait le mérite de la signature qui sanctionnait les acquis.

T.S. — Peux-tu préciser la position d'Il Manifesto sur ce point ?

Il Manifesto. — En 1969, comme je l'ai déjà dit, nous avons soutenu à fond le mouvement des délégués, nous pensions que la situation avait des caractéristiques pré-révolutionnaires, qu'elle permettait d'aller vers la constitution de conseils d'usine et de fabrique. Dans cette optique, nous avons eu des rapports avec la gauche syndicale pour accentuer ce processus. Nous sommes amenés aujourd'hui à faire la critique de cette position, notamment sur l'analyse de la crise politique et économique de la bourgeoisie et sur la capacité d'intégration des directions réformistes. Dès lors que les perspectives alternatives au niveau du pouvoir n'apparaissent pas réellement, les syndicats ont récupéré sous forme de réformes au lieu de socialiser la poussée ouvrière. Les syndicats ont dit : il faut aller des luttes ou-

La deuxième rencontre ouvrière d'Il Manifesto

La deuxième rencontre ouvrière d'Il Manifesto a eu lieu à Milan les 24 et 25 avril. Elle a réuni les représentants de 170 usines italiennes (parmi les plus importantes). Six cents délégués dont 350 ouvriers ont dégagé les leçons de la situation actuelle des luttes. Ils ont constaté unanimement et de façon très homogène une forte combativité ouvrière (lutte contre les cadences, grèves de la production, grèves longues et dures sur les salaires) qui est dévoyée, freinée quand ce n'est

pas combattue par les syndicats italiens et le P.C.I.

C'est donc le problème d'une alternative politique au réformisme, d'une politisation et d'une socialisation des luttes ouvrières qui se trouve aujourd'hui posé. Les ouvriers d'Il Manifesto, au-delà de cette nécessité, ont affirmé avec force la nécessité d'organiser le combat contre la trêve sociale que veut instaurer le pouvoir par les élections anticipées. Il s'agit de dépasser les références mythiques des groupes gauchistes à l'insurrection armée pour, au moment de la bataille des contrats en automne prochain, appliquer au patronat et à l'Etat la vraie violence révolutionnaire :

Lutte contre la productivité, bataille sur les classifications (suppression de la troisième catégorie et passage automatique d'une ca-

tégorie à une autre), réduction du temps de travail (généralisation des 36 heures hebdomadaires pour tous en quatre jours, avec priorité aux professions les plus pénibles). Sur ce dernier point, le débat reste ouvert. En effet, le patron peut récupérer par les cadences ou l'aménagement des horaires, une réduction négociée de la durée du travail. C'est donc l'insubordination organisée dans les usines qu'organiseront les comités politiques (ouverts à la gauche syndicale et aux groupes extra-parlementaires) qu'Il Manifesto va créer et animer dans les mois qui viennent. Un nouveau bilan de ces luttes et du mouvement révolutionnaire dans les usines sera tiré dans une nouvelle rencontre ouvrière d'Il Manifesto en juillet ou août prochain.

J.Y. Romo



Au mois de mars dernier, les affrontements de rue entre militants d'extrême-droite et d'extrême-gauche.

Grandes manœuvres pour le Moyen-Orient

Le départ vingt-quatre heures avant la date prévue du président Sadate, lors de sa visite à Moscou, a plongé tous les observateurs dans une curieuse perplexité.

Tout comme le voyage prévu de Golda Meir en Roumanie.

En fait, il semble bien que depuis le plan d'Hussein toutes les chancelleries sont entrées en mouvement. Mais ce qu'il est impossible pour l'instant de déterminer, c'est dans quelle mesure Ceausescu serait le porte-parole de l'Union Soviétique dans une difficile négociation ou, au contraire, dans quelle mesure il manifeste une fois encore une certaine indépendance par rapport au bloc soviétique.

On peut, en tout cas, redouter qu'une fois encore les Palestiniens fassent l'objet d'un marchandage

qui ne tient aucun compte de leurs justes revendications.

Le malaise est de plus en plus profond, et les Palestiniens semblent de plus en plus seuls dans la dure, très dure bataille qu'ils mènent depuis des années.

Espagne : durcissement tous azimuts

La répression s'abat de nouveau brutalement sur les travailleurs espagnols. A Madrid comme à Barcelone, à Bilbao comme au Ferrol. Après avoir été surpris par la réaction des peuples d'Espagne à l'occasion du procès de Burgos, le gouvernement franquiste, oubliant les efforts entrepris pour donner un visage « libéral » au régime qui, par Juan Carlos interposé, devait déjà faciliter l'installation d'un certain après-franquisme, est maintenant amené à répondre avec brutalité à toutes les revendications d'où qu'elles viennent, et même si elles portent sur des libertés élémentaires.

C'est que la peur et la crainte qui, pendant longtemps, ont lourdement pesé sur la classe ouvrière, la pay-

sannerie, les étudiants, voire les classes moyennes, est en train de disparaître.

Du coup, si pendant un temps l'Etat a cru pouvoir reconnaître un certain nombre d'organisations illégales (telles les Commissions ouvrières) comme des partenaires possibles pour un certain dialogue, il entend aujourd'hui leur refuser à nouveau toute représentativité.

Mais il n'est pas si aisé d'interrompre un mouvement qui s'affirme à travers tout le pays et qui est en train de faire basculer dans l'opposition des milieux aussi liés au pouvoir que la hiérarchie catholique, par exemple.

Bien entendu, il ne s'agit pas pour autant de croire que les changements qui interviennent ouvrent pour l'heure des perspectives politiques fondamentalement nouvelles. Notons simplement que la peur est en train de changer de camp.

Entre deux hoquets et quelques réceptions, le vieux caudillo prend le chemin de son compère Salazar. L'Espagne lui échappe et la tombe approche. Le rideau des illusions derrière lequel l'abritent quelques proches intéressés risque d'être rapidement déchiré. La répression tous azimuts qui s'exerce aujourd'hui en Espagne peut retarder la fin. Elle ne peut l'empêcher.

Elections américaines : Muskie abandonne

Les deux dernières élections primaires dans le Massachusetts et la Pennsylvanie ont marqué la fin des espoirs d'Edmund Muskie dans la course à la présidence.

Aujourd'hui, le combat dans le camp démocrate devient clair, il oppose Humphrey, vieux renard de la politique américaine, solidement appuyé par tout l'appareil syndical américain, et Georges McGovern, dernier représentant du camp libéral américain.

Humphrey recueille l'appui des Noirs qui n'ont pas encore rejoint les révolutionnaires, champion de l'« intégration » raciale, il a aussi l'adhésion des différentes minorités ethniques. Face à lui, McGovern apparaît comme le champion de la jeunesse, des marginaux, des exclus de la société américaine. Libéral en politique intérieure, il l'est aussi en politique extérieure puisqu'il a toujours pris parti contre la guerre au Vietnam.

Mais sa prise de position est ambiguë. Y a-t-il vraiment derrière la volonté de laisser les Vietnamiens régler eux-mêmes leurs problèmes autre chose qu'un calcul de politique interne ? Ainsi, le retrait des troupes américaines est présenté comme une démarche humanitaire pour éviter des morts inutiles.

Ce qui est nouveau dans les derniers résultats et doit retenir l'attention est le fait que McGovern a dépassé le cadre des jeunes et des marginaux. La classe ouvrière américaine a voté pour lui sans respecter les mots d'ordre des syndicats.

Sans pour autant que McGovern soit devenu un révolutionnaire, le fait que le réformisme américain soit en train de devenir une force politique est un élément nouveau qui peut avoir une influence à l'échelle de la politique mondiale. Vis-à-vis du mouvement de protestation U.S. contre la guerre, ça a peut-être dit qu'il devra, plus que jamais, se méfier des dangers de « récupération ».

Un TS spécial de préparation au Conseil national des 10 et 11 juin sera envoyé aux militants. Il comprendra le rapport d'activité du Bureau national et les textes sur les problèmes internationaux.

Les risques d'une contestation profonde

Au sortir du référendum, il est évident que le pouvoir a pris, comme le titrait un quotidien, « une gifle ». Incontestablement, aussi, à la lumière des manifestations après la mort d'Overney, le mouvement révolutionnaire est apparu renforcé et capable d'une mobilisation de masse. Mais, quelques semaines après, par exemple pour la préparation du 1^{er} Mai, il retombe très vite dans ses défauts habituels : sectarisme, division, luttes internes, esprit de chapelle.

Indiscutablement, depuis plusieurs mois les luttes ouvrières se durcissent, associent plus largement d'autres couches de travailleurs, mais, aussi, s'arrêtent souvent sur des demi-échecs. La multiplication des mouvements qualifiés, à tort d'ailleurs, de « marginaux » est aussi le signe d'une profonde contestation de l'organisation capitaliste. Refus de plus en plus net des jeunes d'un ordre basé sur le profit et la consommation, occupations de logements, luttes des immigrés, mouvements féminins, etc.

Tous ces mouvements ont une importance considérable car ils posent directement, à partir des luttes, des problèmes fondamentaux que, bien souvent, le mouvement révolutionnaire n'a pu englober dans son analyse : remise en question des structures familiales, prise en compte des problèmes de la sexualité, contestation de la consommation, droit à l'espace et au plaisir...

Et pourtant, si tout cela est significatif d'une situation pré-révolutionnaire, rare-

ment l'impuissance et l'incapacité du mouvement révolutionnaire à poser le problème fondamental de la prise du pouvoir sont apparues aussi clairement. Se contenter d'écrire que nous voulons donner le pouvoir aux travailleurs est simpliste.

Cela n'est qu'un souhait, voire un mensonge si, en même temps, nous sclérisons nos organisations, si nous avons des pratiques bureaucratiques, si nous débattons à partir des textes sacrés des grands ancêtres. Toutes pratiques qui, au lieu d'élargir la base nécessaire au soutien de notre combat, ne conduiront qu'à l'éparpillement de nos forces.

Comment sortir de l'impasse historique du mouvement révolutionnaire ? (Voir les échecs de l'Allemagne de 1933, voir la situation actuelle en Italie et la montée du MSI.) Là est notre véritable débat. Car il ne suffit pas de dire « nous devons prendre l'initiative... » ; cela sonne creux, et dans cinquante ans, nos enfants le diront aussi.

Quelle est l'évolution actuelle des forces productives, en quoi les luttes ont un effet corrosif sur le capitalisme, sont des questions auxquelles il faut répondre. Les patrons américains ont un mot significatif à cet égard, ils parlent de plus en plus de « crisis management », c'est-à-dire de la direction de l'entreprise en situation de crise. La récupération de cette situation n'est-elle pas plus rapide que l'attaque même que nous

portons : il faudrait étudier la mobilité des entreprises (ne peut-on transférer très rapidement la production du Joint Français ?), la répartition des structures de production à l'échelle européenne, la création d'une armée de réserve industrielle (intérimaires, contrats à temps, immigrés, etc.).

L'idée de la spontanéité révolutionnaire est une idée toute faite ; ou tout au moins il peut y avoir spontanéité révolutionnaire dans les luttes dures, sans que pour autant il existe une liaison avec l'idée même de la lutte finale et d'une conquête du pouvoir. Ce n'est que dans une dialectique parti-masses et dans un combat au niveau de l'idéologie que l'on peut dépasser la révolte pour déboucher sur la révolution. C'est à partir d'une analyse de la réalité économique, et de l'évolution des structures sociales, que le parti avance les thèmes et les mots d'ordre qui aident à faire basculer vers le camp révolutionnaire les travailleurs en cours de radicalisation. Il ne doit pas craindre d'être un pas en avant. A ce titre, l'initiative du PSU sur l'Europe et la réunion de Bruxelles est significative, puisque nous savons que déjà elle est porteuse d'interrogation et crée un nouveau débat.

Enfin, c'est avec un langage simple, mais qui n'use pas de dogmes sécurisants, que nous devons prendre nos responsabilités politiques.

Jean Le Garrec.

LE MOUVEMENT ANTI-GUERRE AUX ETATS UNIS

JEAN-CLAUDE VAILLANT

C'est sur le terrain de l'Indochine que l'impérialisme américain connaît sa défaite la plus grave de la période. Les conséquences de cette défaite politique et militaire infligée par la lutte héroïque du peuple vietnamien rejaillissent sur toutes les luttes qui se mènent contre l'impérialisme. Mais il ne s'agit pas de se contenter de cette affirmation générale, il s'agit d'en saisir les relations concrètes avec les tâches de l'internationalisme.

A cet égard, le soutien militant à la révolution vietnamienne n'a rien à voir avec l'exotisme : l'ampleur de cette tâche est directement reliée à la nature de la guerre d'Indochine, front le plus avancé de la révolution mondiale.

LE NPAC FORCE PRINCIPALE DU MOUVEMENT ANTI-GUERRE

Les répercussions de la guerre d'Indochine sur la situation au cœur de la citadelle de l'impérialisme sont exemplaires à ce sujet. Le développement du mouvement anti-guerre aux Etats-Unis est un des secteurs privilégiés où se forge le rassemblement de militants révolutionnaires en rupture avec le jeu des politiciens qui se disputent le parti républicain et le parti démocrate. La force principale du mouvement anti-guerre est constituée par le NPAC, coalition nationale d'action pour la paix. C'est cette coalition qui vient d'organiser les manifestations de New-York et de Los Angeles qui ont regroupé le 22 avril plusieurs dizaines de milliers de participants.

Ces démonstrations avaient été organisées par le NPAC dans de médiocres conditions politiques : le départ des GI's du Vietnam conduisait à faire oublier la réalité de la guerre, les voyages de Nixon à Moscou et Pékin semblaient conférer à ce réactionnaire patenté le visage d'un apôtre de la paix, la préparation des élections présidentielles dévoyait le mouvement de masse dans les ornières électoralistes.

UN TRAVAIL PROLONGÉ

C'est dans cette situation que le NPAC était contraint de poursuivre

son travail prolongé autour du mot d'ordre central « Out Now » (Dehors tout de suite). Certes, au cours du mois de mars, les actions engagées étaient minoritaires mais elles traduisaient un élargissement notable du mouvement anti-guerre en direction d'organisations syndicales de base : les listes publiées d'organisations et de militants soutenant, dès cette période, les manifestations du mois d'avril en témoignent. La dénonciation inlassable des mensonges contenus dans le soi-disant plan de paix de Nixon, l'exigence du départ immédiat de toutes les troupes américaines d'Indochine, l'abandon du soutien aux fantoches de Saïgon et la popularisation du combat des peuples indochinois constituent les points

forts de cette campagne prolongée.

LA RIPOSTE A L'ESCALADE DE NIXON

La presse occidentale a beaucoup bavardé sur le déclin du mouvement anti-guerre : il était incontestable et notamment dans les universités. Mais ce qu'il importe de souligner, c'est que les animateurs du mouvement anti-guerre n'ont pas baissé les bras : la démarcation s'est faite entre les courants ultra-gauche qui ont bien souvent sombré dans la protestation infra-politique, et les militants marxistes révolutionnaires qui ont persévéré à offrir un cadre national au mouvement anti-guerre. De fait, le So-

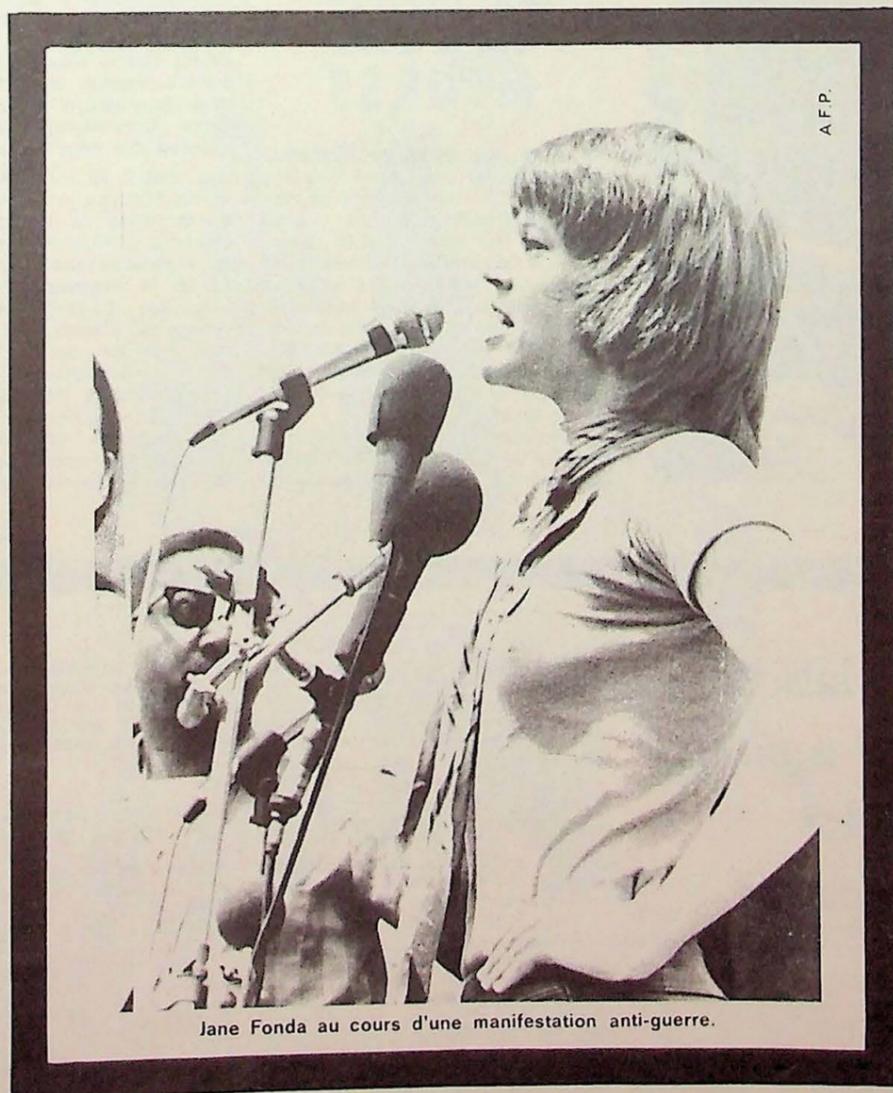
cialist Workers Party est la seule organisation nationale à être présente dans le NPAC et à fournir des responsables au mouvement. L'importance de ce travail politique s'est trouvée confirmée par l'offensive du Front révolutionnaire indochinois et la manière dont Nixon s'est trouvé démasqué aux yeux du monde.

Si dès le 22 avril, des manifestations de masse ont eu lieu, c'est bien en raison du travail mené auparavant.

Dans ce cadre, la volonté des quelques militants regroupés dans le parti communiste américain et animant une association pour la paix de moindre importance, de développer un mouvement sur des bases floues et confuses s'est trouvée démentie par les faits. L'exigence du départ immédiat des forces américaines et la solidarité militante avec les peuples indochinois constituent le terrain principal de l'affrontement avec l'impérialisme ; c'est sur ce terrain que convergent des forces aussi différentes que les étudiants radicalisés, le mouvement de libération des femmes, les minorités opprimées comme les Noirs et les Chicanos, ainsi que des secteurs de la classe ouvrière.

En œuvrant sur ce terrain et en animant un réel mouvement de masse aux objectifs politiques, les révolutionnaires américains se donnent les moyens de contribuer à empêcher la récupération des forces principales du mouvement par les politiciens, même s'ils se donnent le visage d'hommes honnêtes comme Mac Govern, le candidat démocrate, vers lequel lorgnent tous les libéraux bourgeois. Dans ces conditions, la solidarité avec les forces progressistes américaines n'est en rien un devoir sentimental : c'est l'une des tâches qu'un internationalisme conséquent doit se fixer.

Aujourd'hui c'est notamment sur la solidarité avec le Front révolutionnaire indochinois que doit se construire le regroupement des révolutionnaires du monde entier. Par leur nouvelle offensive victorieuse, les camarades indochinois en apportent une nouvelle fois la preuve.



Jane Fonda au cours d'une manifestation anti-guerre.

FIDEL CASTRO A RENDEZ-VOUS A MOSCOU

La visite prochaine de Fidel Castro à Moscou, précédant de peu celle de Nixon, se situe à la veille de changements importants en Amérique Latine. Cette impression s'est trouvée confirmée par deux séries d'événements récents. D'une part, la vague d'expulsions de diplomates soviétiques (de Bolivie et du Brésil, en mars dernier) démontre la volonté des Etats-Unis de limiter la pénétration soviétique sur le continent latino-américain. D'autre part, le changement d'attitude qui s'annonce au sein de l'O.E.A. (1) à l'égard de Cuba, apparaît comme une tentative de conciliation entre La Havane et Washington. Il s'agit de mettre fin au blocus économique et diplomatique et, par voie de conséquence, d'enclencher un processus de désatellisation de Cuba.

Vers la fin de l'isolement

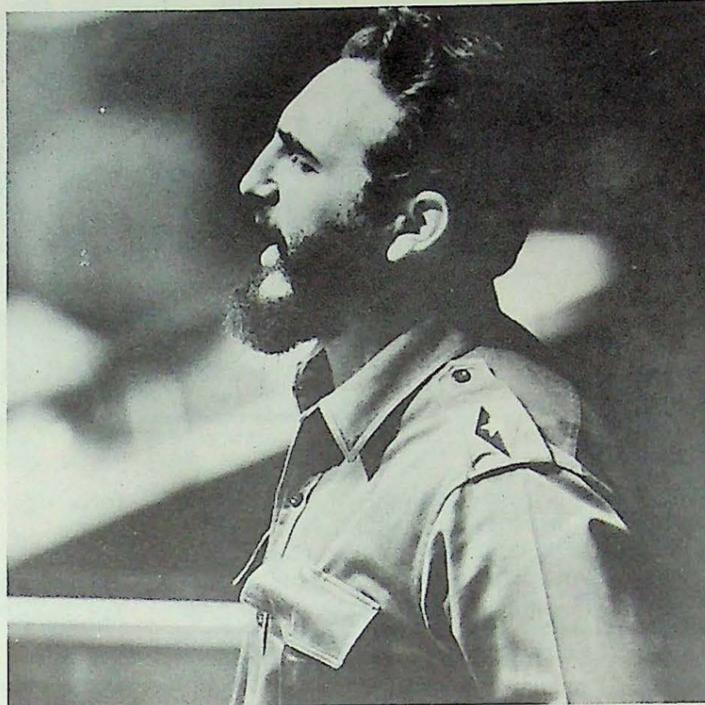
La nature des régimes dictatoriaux n'a pas constitué un obstacle idéologique aux rapports que l'U.R.S.S. entretient avec certaines nations d'Amérique Latine. Le réalisme soviétique s'est traduit, en janvier dernier, par l'achat de 270.000 ton-

nes de sucre brésilien, par la participation aux prospections pétrolières dans la Bolivie du général Banzer, etc.

Les services secrets américains ont trouvé les prétextes pour mettre un frein au grignotement persistant des nouveaux commis-voyageurs soviétiques.

Un premier coup de semonce avait été donné en mars 1971, lors de l'expulsion de cinq diplomates de l'ambassade d'U.R.S.S. à Mexico, accusés d'avoir organisé l'entraînement de guerrilleros mexicains. En mars dernier, ce sont 119 autres fonctionnaires soviétiques que l'on a priés de quitter la Bolivie.

Si, après avoir marqué des points en Amérique Latine, les positions soviétiques sont quelque peu battues en brèche, une ouverture se fait paradoxalement en direction de Cuba. Le régime castriste, isolé, menacé en permanence, n'avait d'autre sortie vers le continent qu'une liaison aérienne précaire avec le Mexique. Le voyage de Castro au Chili a marqué une première étape vers la rupture de l'isolement de Cuba. Castro a appuyé sa démonstration en multipliant ses escales, à Lima et au Guatemala. Aujourd'hui, au sein de l'O.E.A., des voix se font entendre (Chili, Pérou) et demandent la levée du blocus que l'impé-



Fidel Castro.

A.F.P.

Cuba si, Moscou no

En contrepartie des concessions politiques de Castro, l'U.R.S.S. a consenti à de nouveaux sacrifices sur le plan économique. En février 1971, l'accord conclu en 1965 était reconduit pour cinq ans, alors que l'aide soviétique avait augmenté de 50 % de 1969 à 1970 pour atteindre 750 millions de dollars en 1971. Aujourd'hui, la dette extérieure de Cuba à l'égard de Moscou est estimée à quatre milliards de dollars. Dans ces conditions d'une nouvelle dépendance vis-à-vis de la bureaucratie soviétique, l'évolution du régime castriste paraît difficilement réversible.

De son côté, l'impérialisme américain, dans le but de conserver et de reconquérir le terrain perdu, pourrait orienter sa politique vers l'instauration d'un modus vivendi avec l'U.R.S.S. en Amérique Latine. La « normalisation » des relations entre La Havane et Washington serait le prix du ralentissement de la pénétration soviétique sur le continent latino-américain, d'autant plus que l'U.R.S.S. a déjà fort à faire avec un seul Cuba. Il faut espérer qu'en pareil cas les partisans cubains de l'actuelle direction de l'U.R.S.S. verraient diminuer leur influence.

Il ne s'agit pas, finalement, de faire état de l'évolution de la politique cubaine pour en conclure que le voyage de Castro à Moscou sera un simple témoignage de l'uniformité des vues entre les deux parties. Des divergences subsistent mais, pour l'heure, on préfère les taire.

La révolution cubaine, loin d'être exempte de critiques, demeure un succès, un exemple et une menace contre l'impérialisme. Les difficultés économiques, et la conjoncture internationale font que Cuba, plus que jamais, a besoin du soutien de tous les révolutionnaires.

Bernard Lévy ■

(1) O.E.A. : Organisation des Etats Américains, inféodée aux U.S.A. Cuba en a été exclu en 1964.

(2) Kennedy oblige Khrouchev à retirer les fusées nucléaires de Cuba.

(3) Organisation latino-américaine de solidarité. Première conférence en 1967.

rialisme impose à La Havane. Dans une perspective tendant à désatelliser Cuba de Moscou, il est d'ores et déjà facile à Washington de paraître céder à la volonté d'une majorité de nations latino-américaines et de réexaminer ses positions.

Le rapprochement entre Cuba et l'URSS

La crise des Caraïbes d'octobre 1962 (2) n'est plus qu'un mauvais souvenir. Elle aura permis cependant aux Cubains d'évaluer la précarité de leur situation et la nécessité d'accepter l'encombrante protection de l'U.R.S.S. Les concessions politiques ont dès lors suivi les concessions tactiques qu'exigeait la survie de la révolution cubaine. Le castrisme devait pourtant continuer à affirmer son indépendance idéologique.

Le discours de clôture de la conférence de l'O.L.A.S. (3) où Castro affirmait son soutien aux guérillas,

vitupérait contre le défaitisme des partis communistes latino-américains et la politique soviétique d'aide aux gouvernements réactionnaires du continent, démontrait la détermination des Cubains à suivre une politique propre.

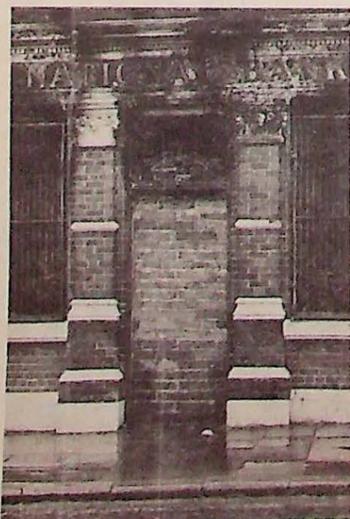
L'approbation par Castro de l'invasion de la Tchécoslovaquie a inauguré une ère de désenchantement vis-à-vis de son régime. Ce sentiment s'est renforcé lorsqu'avec l'affaire Padilla le régime castriste a utilisé des méthodes que les révolutionnaires ne peuvent admettre. Plus récemment, en qualifiant d'agents de la C.I.A. Dumont et Karol, Castro s'est attaché moins à lutter contre des critiques fondées (notamment en ce qui concerne l'agriculture) qu'à donner à Moscou des gages d'orthodoxie.

Les visites du maréchal Gretchko et de Kossyguine à Cuba, suivies de la venue du président cubain Dorticos à Moscou, ont souligné le rapprochement soviéto-cubain. Après la livraison de nouveaux Mig aux Cubains, le prochain voyage de Castro sera l'occasion, tant attendue par les staliniens, de la démonstration de « l'indéfectible solidarité de Cuba envers l'U.R.S.S. » qu'affirmait Carlos Rafael Rodríguez, délégué cubain à la conférence mondiale des partis communistes en 1969.



Kossyguine.

En Irlande il n'y a pas que des barricades



La semaine a encore été très dure en Irlande du Nord. Des affrontements se sont produits entre les deux communautés et entre les protestants et l'armée.

Des quartiers habituellement calmes comme le Waterside à Derry et la ville de Lisburn ont été le cadre de violents combats. Les provocations protestantes se sont multipliées.

A Belfast un enfant de 11 ans, Francis Rowtree, est mort samedi 22 des suites d'une blessure à la tête provoquée par une « inoffensive » balle en caoutchouc tirée par les terroristes de l'armée britannique.

Face à la recrudescence de la résistance du peuple irlandais à l'agression anglaise, les seules solutions avancées sont inacceptables et inapplicables. Un dirigeant de l'Ordre d'Orange, le révérend Martyn Smyth, a déclaré qu'il n'avait jamais douté que le recours aux armes soit la seule solution, et que l'armée britannique devrait détruire les barricades protégeant Free-Derry, idée souvent reprise par des députés con-

servateurs anglais. Là encore ils font preuve d'une incompréhension totale de la situation, ils s'imaginent que seules les barricades permettent à Free-Derry d'exister.

ENQUETE SUR LA MORT DE JO MC CANN

Alors qu'il marchait dans une rue de Belfast porteur d'une arme, il a été abattu par une patrouille. Blessé à l'épaule il a été achevé par ses assassins.

L'enquête rapporte que les conditions de tir données aux soldats par la « carte jaune » n'ont même pas été respectées. Ces ordres précisent que si la personne ne s'arrête pas immédiatement il faut répéter : « Halte, haut les mains ». Si aucune réponse n'est obtenue il faut armer le fusil, retirer le cran de sûreté et crier : « Ne bougez plus, je suis prêt à tirer ».

Si la circonstance ne justifie pas l'usage d'une arme, il faut faire le maximum pour arrêter le suspect sans tirer.

PUBLICATION D'UN RAPPORT DE LA CROIX ROUGE INTERNATIONALE SUR LES CONDITIONS D'INTERNEMENT

La détérioration de l'état moral des internés est due à deux causes : « La première tient des internés eux-mêmes. Chaque homme vit dans un état de tension morale, convaincu qu'il est d'avoir été privé de liberté injustement. Affaibli moralement, une telle personne glisse progressivement vers un état névrotique... » La seconde cause est le surpeuplement des camps.

P. Gresset ■

SPORT-SPECTACLE OU AFFAIRE DE MANAGERS

GILBERT CHANTAIRE

Après avoir abordé certains problèmes posés par le sport (« T.S. » n° 525 du 10-2-72) à l'occasion des jeux Olympiques d'hiver de Sapporo, nous nous proposons d'envisager plus précisément les structures et l'organisation du sport de compétition dans certaines disciplines sur le plan français.

Nous avons alors tenté de décrire mais aussi de « décortiquer » plus à fond les structures, l'organisation et l'idéologie du sport dit amateur.

Au-delà d'un conformisme accablant étalé à longueur de colonnes dans la presse spécialisée ou non (les commentaires se réduisent à l'exploit, l'échec ou la déroute des participants) ne sont pratiquement jamais abordés les véritables problèmes du genre : l'organisation du sport de compétition dans une société capitaliste peut-elle être amateur ? Ne s'agit-il pas là d'une monstrueuse hypocrisie ? Que veut dire cette distinction juridique quand on évoque le sport de haute compétition en Union soviétique ?...

Notre seule certitude était qu'aucun des athlètes participant aux jeux de Sapporo ne pouvait prétendre au titre d'amateur, qu'il soit de l'Est ou de l'Ouest. Cette certitude sur un plan purement matériel se retrouvait sur le plan idéologique où les concepts de « purisme », « d'esprit sportif » ou autres se trouvaient totalement dépassés ou inadéquats pour juger d'une réalité. Concepts qui sont malheureusement trop souvent repris et avalisés par nombre d'intellectuels qui reprennent à leur compte toutes les valeurs de l'idéologie dominante.

Le couple Astérix-Obélix

A ce sujet, nous avons relevé un récent éditorial de « l'Equipe » qui reprenait abondamment les passages d'un article d'Alfred Grosser paru dans le magazine « Vision » :

« Il existe, en France, une hostilité au sport qui a des racines profondes cachées sous des reproches justifiés faits aux aspects mercantiles ou abêtissants de tel ou tel spectacle sportif. Si l'on n'est évidemment pas intelligent et cultivé parce qu'on court vite, la tendance des Français répond à une logique encore plus absurde : par une sorte de réflexe égalitaire, ils aimeront croire qu'on est malin dès lors qu'on est malingre et bête dès lors qu'on est fort. Le couple Astérix-Obélix en est le symbole.

Les parents français feront des sacrifices pour payer des leçons supplémentaires de mathématiques si leur enfant est faible en calcul, mais ils le feront dispenser d'éducation physique si c'est son corps qui est « en-dessous de la moyenne. » L'éditorialiste complétant par cette constatation : « Vient s'y ajouter une hostilité propre à un certain intellectualisme de gauche (...). L'effort physique serait considéré comme aliénant. Dans le corps, le sexe seul est de gauche et a droit à tous les respects et à tous les épanouissements. Le muscle est classé à droite, à cause des régimes fascistes et parce que la pratique du sport détournerait de l'injustice sociale... »

La comparaison est éclatante : le muscle ou le sexe ne peuvent être classés à gauche ou à droite.

La critique du phénomène sportif ne peut se fonder sur une vision superficielle, déformée, nous l'avons vu, par l'information qui, pour reprendre les termes de Gros-

ser, n'insiste que sur les aspects « mercantiles » ou « abêtissants ».

La guerre du rugby

A l'heure actuelle, la presse s'est emparée de la « guerre des deux rugby » (le XV et le XIII), l'un « amateur » l'autre ayant des joueurs dits indépendants, sous contrat, recrutés souvent à prix d'or parmi les espoirs du rugby à quinze. Aujourd'hui, la ponction se fait dans le sens XIII-XV au grand dam des premiers qui menacent de révéler bon nombre de scandales. Là encore, les distinctions juridiques sont vides de sens et il est bien évident que beaucoup de grands joueurs de rugby gagnent mieux leur vie que la plupart des joueurs professionnels de football.

On parle beaucoup aussi, en ce moment, des remous au sein du basket français qui vient de faire passer le nombre de ses clubs de l'élite de quatorze à seize pour la seule et bonne raison que les clubs

français ont besoin d'un plus grand nombre de compétiteurs pour augmenter leurs recettes. La venue de joueurs américains a assuré dans un premier temps un meilleur spectacle donc de meilleures affluences et, par là, de meilleures recettes, mais les prix ont monté et un bon « universitaire » américain se paie maintenant entre 5 000 et 10 000 francs ! Nous pouvons dès lors dire que dès qu'un sport, basket ou rugby par exemple, est suffisamment organisé, il ne peut plus avoir de joueurs amateurs en son sein.

Les universitaires du foot-ball

La question n'est plus alors de savoir s'il pourra avoir une formation autre que sportive pour éviter l'« abêtissement » dénoncé plus haut, et surtout s'il pourra se reclasser autrement qu'en devenant bistrotier ou représentant d'articles de sport.

A cet égard, il est effarant de constater que sur les quelque trois cents professionnels que comporte le football professionnel français, à peine une dizaine d'entre eux ont une formation universitaire supérieure (les plus célèbres étant le Nancéen Patrice Vicq, avocat de son état, et le Nantais Paul Courtin, licencié d'allemand), exceptions qui, heureusement, se font moins rares qu'auparavant mais qui, à moins d'un changement profond dans l'organisation du sport professionnel et dans les mentalités, ne deviendront pas de sitôt la règle.

En conclusion, nous dirons, comme l'ensemble des éducateurs sportifs, que le sport n'est malheureusement pas suffisamment intégré à l'éducation, tant sur le plan de l'organisation ou de l'aménagement des horaires que sur le plan des mentalités. Les expériences pédagogiques réalisées à ce jour donnant une place plus grande à la détente, aux loisirs, à l'exercice du sport ont prouvé qu'il en résultait pour les enfants un bien meilleur équilibre et de meilleurs résultats scolaires. Ces expériences sont, hélas ! parcellaires, et le manque d'intégration à la base, nous le retrouvons au plus haut niveau de la compétition où le sport-spectacle n'est qu'une affaire de managers et d'annonceurs réalisée au détriment des principaux intéressés, les acteurs dont l'avenir est sacrifié à une gloire éphémère.



ADNP

EVOLUTION DE L'EGLISE PROTESTANTE

Parler de l'arrivée de nombreux chrétiens dans le combat socialiste est devenu un lieu commun. Prêtres contestataires, communautés dites de base et nouvelle théologie ont acquis une importance certaine dans l'Eglise catholique de France. De ce fait on a un peu tendance à ne s'inquiéter que d'elle en oubliant le rôle joué par l'Eglise réformée dans notre pays.

Sous réserve des incertitudes des statistiques religieuses, on peut estimer à 250.000 le nombre des Français rattachés à l'Eglise réformée, ce chiffre ne comprenant pas les luthériens d'Alsace-Lorraine qui forment une entité particulière. Il s'agit donc d'une petite minorité, surtout si l'on retire de ce chiffre la majorité silencieuse pour ne plus compter que les pratiquants actifs. On ferait néanmoins erreur en accordant au protestantisme une importance équivalente à ses effectifs numériques. Celui-ci doit en effet, à ses origines historiques du XVI^e siècle d'être une communauté d'intellectuels bourgeois ; car à l'époque, c'était la seule couche sociale qui pouvait émettre des opinions quelque peu déviantes par rapport au catholicisme officiel. Ces intellectuels ont, au cours de ces derniers siècles, occupé des places de direction dans l'appareil économique, notamment dans la haute finance. De ce fait, ils ont exercé et exercent toujours une influence très supérieure à leur « assise populaire » dont les seuls points forts sont dans le Poitou et dans les Cévennes.

Dans ces conditions, et compte tenu du récent mais très net rapprochement entre les communautés catholiques et protestantes en France, le document « Eglise et pouvoir » publié en février dernier par la Fédération protestante de France (qui regroupe les diverses Eglises réformées) acquiert une singulière valeur.

L'idée de ce document est née en 1969 à Grenoble au cours d'une assemblée générale du protestantisme. Celle-ci avait pour thèmes « le développement », et les communautés protestantes des pays sous-développés ont demandé qu'une étude soit faite en France sur les problèmes moraux et théologiques posés par l'expansion capitaliste.

Une commission de six membres a été nommée ; composée de personnalités très actives de l'Eglise réformée, elle n'était pas politiquement homogène et représentait de ce fait une large partie de « la base ».

Jamais révolutionnaire

Le diagnostic porté sur la société actuelle est sans appel : « Le système et l'idéologie qui structurent la société dans laquelle nous vivons sont inacceptables ». De même, une critique très sévère est faite des positions des Eglises : « A part les questions qui sont clairement de moralité publique, telles que la réouverture des maisons closes ou l'avortement, les Eglises ne remettent pas vraiment en cause les grandes options de la société contemporaine. Elles sont largement réformistes à l'égard du pouvoir, timidement réformistes, exceptionnellement contestataires, jamais révolutionnaires (...). Il est dès lors juste qu'elles soient méprisées par ceux des hom-

mes qui luttent pour leur libération... ». La dureté de cette analyse constitue un nouveau signe que des hommes qui — comme nous le disions — ont été à la pointe du développement du capitalisme prennent conscience que l'avenir appartient au socialisme. Certes, le mouvement protestant « Christianisme social » a été au XIX^e siècle une force critique à l'égard de la condition ouvrière de l'époque ; mais jamais comme aujourd'hui, l'attaque n'avait été aussi poussée et aussi centrale, c'est en cela que ce document « Eglise et pouvoir » constitue un tournant dans l'évolution de l'Eglise réformée de France et peut accélérer le ralliement des chrétiens au camp socialiste.

Mais il faut souligner également qu'en abordant le point-clé de la lutte contre la société capitaliste, la commission

a laissé ouverte l'alternative réforme ou révolution : « La société dans laquelle nous vivons appelle soit une attitude de critique orientée vers un réformisme hardi, soit une contestation révolutionnaire ».

« Qu'allez-vous faire ? »

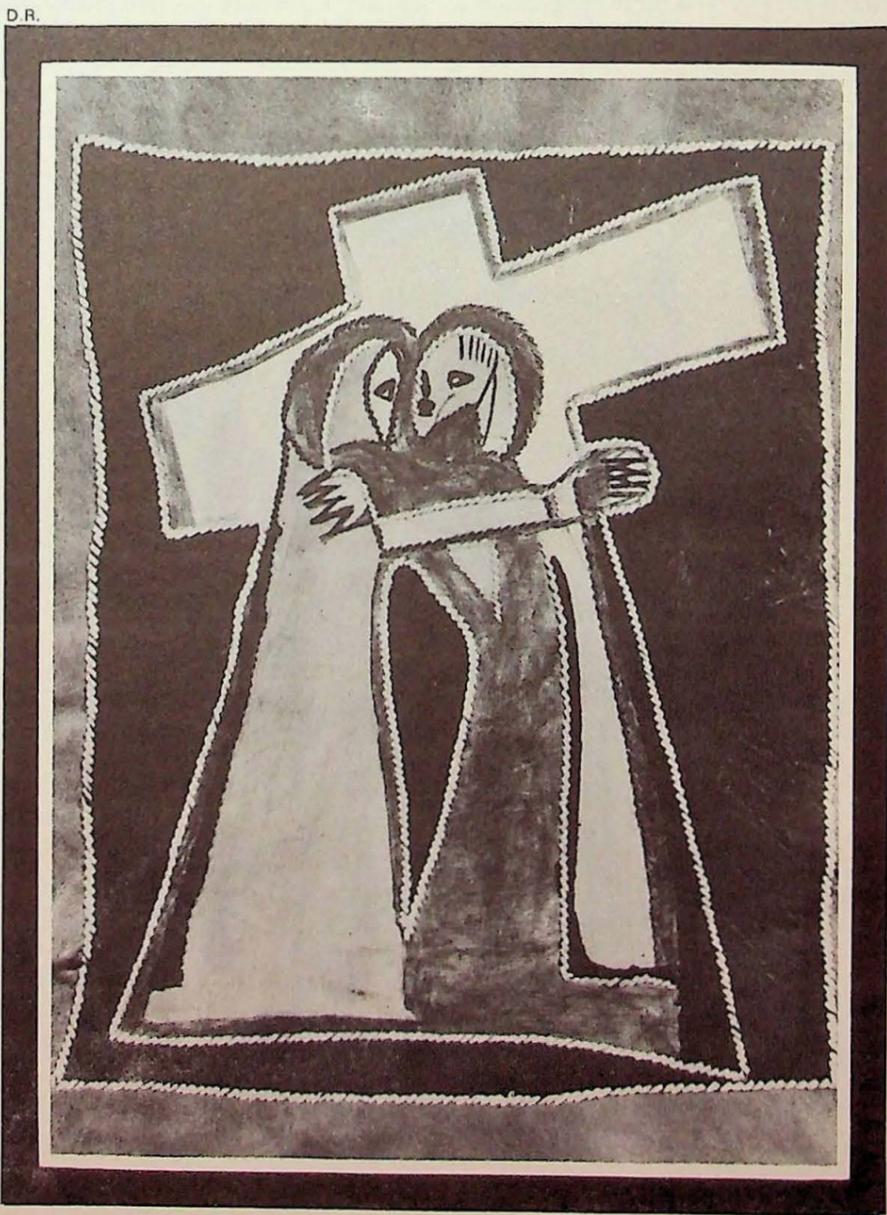
C'est dans ce choix ouvert que se concrétise la diversité des membres de la commission. M. Claude Gruson, ancien Directeur de l'I.N.S.E.E. et un des rédacteurs du texte explique ainsi son option réformiste :

« Je crois que l'Eglise a encore quelque chose à dire aujourd'hui, qu'elle est porteuse d'une espérance à long terme. Cette espérance, c'est celle d'un avenir transfiguré par l'amour, la connaissance, la justice et la fraternité. Cet avenir doit naître de deux efforts convergents — l'un est la lutte quotidienne — telle que Jésus-Christ l'a vécue — et qui par des ruptures de type révolutionnaire avec les structures existantes, peut avoir un caractère prophétique. L'autre est un effort de construction de cet avenir. Car la lutte spontanée ne suffit pas ; dans ce monde où la prospérité économique repose sur des rouages si complexes, la question que je pose aux révolutionnaires est « qu'allez-vous faire pour que l'appareil de production ne se dérègle pas » ; c'est pourquoi je ne crois qu'à une évolution lente vers le socialisme, fondée sur une énergie capable de construire progressivement du nouveau et pas seulement de détruire l'ancien ».

Même s'il y a beaucoup à redire par rapport à une éventuelle orthodoxie révolutionnaire, on conviendra que cette analyse tenue par un des principaux fonctionnaires français de ces dernières années, est le signe que quelque chose d'important change et que le capitalisme perd des alliés. C'est d'ailleurs pour mieux mettre cela en lumière que nous avons demandé à M. Gruson de préciser sa position plutôt qu'au Pasteur Lochard, qui est d'origine ouvrière, ou au Pasteur Casalis qui est bien connu des militants d'extrême-gauche.

En définitive, cette prise de position de l'Eglise réformée s'inscrit dans le contexte général de la crise de l'univers chrétien. Personne ne peut dire aujourd'hui sur quoi cette crise débouchera ; mais il est sûr qu'un document comme « Eglise et pouvoir » est le début d'une évolution tendant à placer concrètement l'espérance chrétienne du côté des opprimés.

Jacques Gallus ■



LES JOURNEES DES MINORITES NATIONALES AU THEATRE DES NATIONS

Les trois journées consacrées à **Théâtre et Politique** par un pré-Théâtre des Nations qui s'est manifesté entre le 17 et le 26 Avril au Théâtre Recamier et dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, se sont transformées en des journées consacrées aux théâtres des minorités nationales.

C'est de la part de Jack Lang, leur organisateur, une façon de circonscrire, avec juste raison, la question. Il semble, en effet, assez chimérique de la part des responsables d'un théâtre des Nations qui, nous dit-on, prend un nouveau départ, d'imaginer qu'ils pourraient, au moyen de quelques manifestations, d'un intérêt souvent médiocre, statuer sur ce que peut être « la situation actuelle du théâtre mondial ».

Et cela d'autant plus que le projet de s'en tenir au concret, qui était à l'origine de leur propos, est resté lettre morte. On s'attendait à voir se constituer ces fameux ateliers du théâtre dont, depuis des années, on ne cesse de nous parler, où les techniques auraient pu s'échanger au même titre que les idées. Et alors, l'appel fait aux étudiants parisiens pour qu'ils participent « de façon active » à ce qui aurait pu être la recherche de moyens d'expression décloisonnés parce que la confrontation entre les techniques de jeu aurait fait sauter incompréhensions et frontières, aurait eu un sens.

C'eût été aller au difficile. Le moins difficile au contraire — ce que nous avons vu — a été de s'en tenir à des « spectacles » qui se sont simplement enchaînés les uns aux autres, réduisant les assistants au rôle passif d'observateurs d'objets théâtraux constitués à l'avance.

Les journées des théâtres des minorités nationales ont pourtant eu, sur les autres journées, l'avantage d'avoir imposé au moins une confrontation sur le plan des idées entre des spectateurs politisés de façon différente et des troupes de jeu pour qui se manifester à Paris était un acte politique.

Le sens du combat

Sept groupes ont animé ces journées. Leur but était d'informer la partie du public non avertie de la situation des minorités nationales qu'ils représentent et de profiter de leur rencontre pour comprendre le sens global de leur combat.

En effet, si l'oppression qui pèse sur les Québécois et les paysans Andalous, sur les Occitans et les Chicanos du Mexique ou de Californie, prend

des formes différentes, la parenté entre les luttes est manifeste.

Partout domine le sentiment d'être colonisé par la fraction de population la plus nombreuse et la plus riche — colonisé, c'est-à-dire à la fois exploité et réduit à un état de sous-développement qui permet le triomphe facile de l'exploitant.

Ainsi partout, dans les lointaines Amériques comme dans la région de Narbonne, la revendication, qui est d'abord refus, sur le plan national, d'une assimilation qui se fait toujours dans le même sens, les plus forts faisant régner à leur profit le mythe de l'unité nationale, débouche sur la contestation sociale et la lutte de classes.

Partout aussi, la volonté d'opposition s'affirme comme l'attachement à un sol et à une culture.

Les minorités paysannes

Les minorités qui se sont exprimées par l'intermédiaire d'un groupe de jeu, sont toutes des minorités paysannes. Garder des attaches avec leur Mexique natal et, à travers lui, avec la vieille souche indienne, est aussi important pour les cueilleurs de raisins de Californie que pour les Occitans ressusciter la vieille langue d'Oc, devenue le fief de quelques poètes amoureux du passé, mais qui, tout à coup, plane sur une indignation réelle, prête à s'armer de fusils de chasse et de bombes antigraïle, et devient signe de ralliement contre un gouvernement qui vole au secours de l'Europe des repus et transforme le terroir national en camps militaires ou en terrains de parcours tous usages pour le Club Méditerranée.

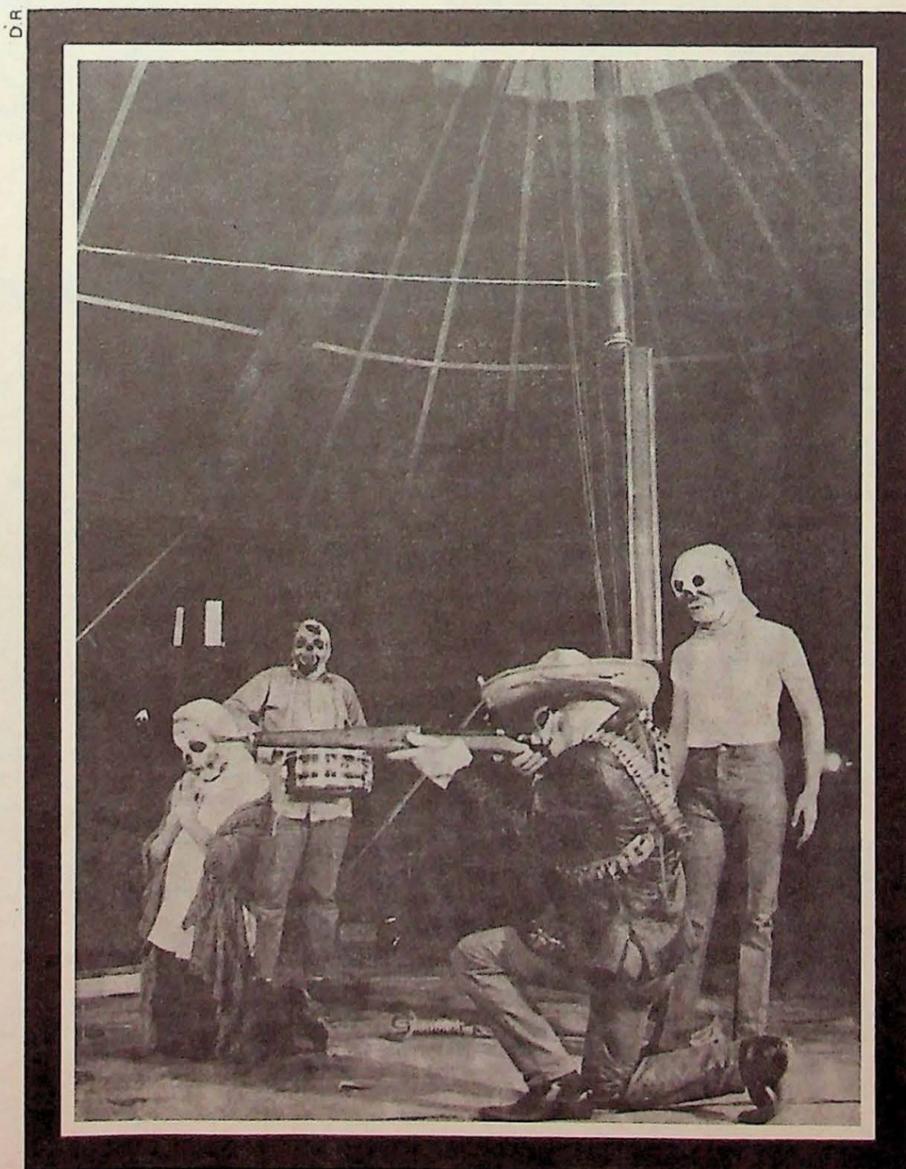
Ces minorités s'expriment le plus souvent par le poème et par le chant. Mais poèmes et chant peuvent s'organiser et prendre la forme et la force d'un acte théâtral véritable.

La Cuadra, groupe issu d'une troupe qui s'est formée en 1966 à Lebrija, un village de la région de Séville, utilise le flamenco rendu à sa gravité nostalgique, où soudain la colère gronde, pour exprimer ce qu'a de monstrueux la condition des paysans andalous. A Lebrija, village soumis au pouvoir discrétionnaire de quelques propriétaires terriens, le travail, pour ceux qui en ont, dure au moins dix-huit heures par jour. Les travailleurs sont tous des ouvriers agricoles, puisque les « senoritos » s'opposent à l'implantation de toute industrie. A tous moments, ils peuvent se trouver sans travail, car le travail dépend de l'abondance des récoltes et du bon vouloir des propriétaires. Quand on a une maison à Lebrija, ce sont cent sept personnes qui s'entassent dans trente chambres qui n'ont pas l'eau potable et qui disposent de deux W.C. A côté de cela, on trouve onze églises et cinq couvents.

Ces paysans, ce sont les descendants des gitans, écartés pendant des siècles de la vie espagnole, et peu à peu réintégrés, mais à condition qu'ils abandonnent leur langue et leur vie nomade. Cependant, on récupérait le flamenco, dont on faisait une attraction à l'usage des touristes.

La Cuadra redonne au flamenco son rôle d'expression d'une réalité vécue. Imposant l'image scénique plus que le texte parlé, elle crée une atmosphère très forte, sur un plateau à peine éclairé par des bougies, avec des bruits de chaînes, avec ses danses — la danse masculine aux battements de pieds précipités s'exaspérant sur le rythme jusqu'à devenir manifestation d'une violence de plus en plus assurée, de plus en plus consciente d'elle-même, — avec son « cante », cérémonie autant que chant, qui longe dans ses différents mouvements, l'image scénique. Des hommes sont attachés au moyen de longues cordes à un tonneau rempli de pierres. Et d'abord tous les efforts qu'ils font les font retomber dans le désespoir et l'impuissance. Ce n'est que peu à peu, quand l'homme de la violence, l'homme qui danse se joint à eux, tirant avec eux sur les mêmes cordes, que le tonneau de pierres s'ébranle.

Auprès de la Cuadra, seul le Teatro Campesino s'est imposé comme étant en pleine possession de ses moyens d'expression. Composé, comme le



► suite de la page 17

Teatro Lebrijano qui est à l'origine de la Cuadra, de jeunes ouvriers et d'acteurs, le Campesino, théâtre mexicain de Californie s'est constitué pour faire entendre la revendication des travailleurs exploités, lors des grèves qui ont paralysé la cueillette des fruits. Troupe d'agit-prop, habituée à jouer n'importe où sans décor, avec simplement des éléments de costumes, et quelques accessoires, le Campesino est capable de s'imposer à n'importe quel public, même ne comprenant pas sa langue (qui mêle le mexicain à l'américain), par la clarté des situations évoquées. Le jeu dramatique, constamment efficace, est, pour lui, inséparable du combat politique.

Bien qu'avec moins de force sur le plan du jeu, la troupe de la Carriera qui jouait *Mort et résurrection de M. Occitania*, est parvenue à faire entendre son propos, devant un public qui ne comprenait pas la langue occitane. Il faut cependant remarquer que tous ces spectacles étaient présentés dans un cadre qui n'était pas et ne pouvait pas être celui de leur lutte. Il en va de même pour *La Farce de Burgos*, conçue par le Théâtre Eclaté d'Anancy pour être représentée dans des Maisons de Jeunes. Celles-ci, en effet, peuvent faire auprès de leur public un travail d'explication et de lecture politique de l'événement, qui n'est pas dans les possibilités du Théâtre des Nations.

A dire vrai, ce n'est pas à la Sorbonne que s'explicitent les rapports du théâtre et de la politique et le problème des minorités ; c'est dans les salles de quartiers où le Théâtre de la Mer joue *Mohamed, prends ta valise*. Rappelant l'époque où les Algériens étaient, dans le complexe français, une minorité nationale brimée, ce spectacle, aujourd'hui, éclaire la condition des travailleurs immigrés. Nous en avons parlé quand il était présenté dans la région parisienne (voir « Tribune » du 9 mars) ; il est à présent accueilli partout, et sera partie prenante de la Quinzaine d'action contre le racisme organisée du 2 au 13 mai par la Maison de la Culture de Grenoble.

Dominique Nores ■



La Cuadra.

CANTES

Quelques extraits des « cantes » interprétés par la troupe de la Cuadra de Séville. Parfois accompagnés à la guitare et rythmés par des claquements de main, ils se détachent plus souvent sur des sons de chaînes et de marteau et le bruit que font les cordes qui se tendent.

J'ai quitté ma terre.
Je suis parti avec douleur.
S'il y a quelqu'un qui répartisse la justice,
moi, il m'a oublié.
Baisse les yeux et avance
et ne demande rien
car avant d'arriver au bout
on t'empêchera de passer.
Baisse les yeux et avance
et ne demande rien.
Que m'importe de mourir ou vivre
si on vient te pleurer
à la grille de la prison
ou à la porte d'un baignoire.
Que m'importe de mourir ou vivre
si on te force à te taire.
Jusqu'à l'air que je respire
ils sont arrivés à me l'enlever ;

ouvre-moi la porte, mère,
voilà que je perds mon sang.
Chandelles de mon village
que l'on veut m'éteindre
et goutte d'huile qui me manque
jusque pour en mouiller mon pain.
Aidez-moi, car je n'en peux plus ;
maintenant, nous n'en pouvons plus.
C'est la vérité
ce qu'on me fait subir,
c'est la vérité
chaînes qui retiennent mes mains,
chaînes que je veux briser.

M. OCCITANIA

M. Occitania est un petit agriculteur heureux de vivre sur sa terre et qu'on trouve mort sur la place du village. Une sorcière lui donne trois jours pour retrouver les causes de sa mort. Au cours de cette recherche, ce sont tous les problèmes de l'Occitanie qui sont abordés. Il trouvera des amis pour lutter et revivre. Viendra toute une explication sans détours dénonçant d'une façon parfois caricaturale, parfois grotesque, souvent cocasse, mais toujours précise, tous les abus d'un « colonialisme régional »...

notes de lecture

● « Les syndicats en quête d'une révolution ». Philippe Bauchard. Buchet-Chastel. 30 F.

● « Classe ouvrière et révolution ». Bon et Burnier, collection Politique. Seuil. 5,30 F.

Philippe Bauchard est un bon journaliste. Ses analyses de l'actualité économique et sociale ont toujours l'avantage de la clarté. Le livre qu'il vient d'écrire sur les syndicats recèle la même qualité. Ceux qui ont du mal à lire des ouvrages théoriques trouveront là une lecture facile sur l'évolution des syndicats français depuis dix ans et sur la situation syndicale en Angleterre, en Italie, en Yougoslavie et dans les pays de l'Est.

Superficiel

L'inconvénient de cet avantage, c'est le manque de consistance du propos tenu. Bauchard n'apporte rien au débat syndicat-parti pas plus qu'à celui de l'évolution des classes sociales et le chapitre sur l'autogestion yougoslave est bien court pour présenter un intérêt réel.

Au fond, le livre reste très superficiel, impressionniste, et ne peut être conseillé qu'à ceux qui débutent dans la culture politique et qui n'ont jamais, dans leur travail, été au contact d'une activité syndicale.

Avec « Classe ouvrière et révolution » de Bon et Burnier on se trouve devant un livre qui a lui aussi le mérite de la clarté. De plus, il pose, lui, des questions de fond. Nous n'entamerons pas, dans ces brèves notes de lecture, l'immense débat ouvert par les auteurs. Signalons simplement les deux problèmes-clé qu'ils soulèvent avec une rare vigueur en si peu de pages.

Pourquoi le prolétariat ?

Le premier est celui qui indique le titre de l'ouvrage. En effet, écrivent Bon et Burnier, Marx ne démontre jamais pourquoi la contradiction entre forces productives et rapports de production correspond symétriquement à l'opposition entre bourgeoisie et classe ouvrière ni, par suite, pourquoi la chute du capitalisme due à cette contradiction entraîne simultanément la prise du pouvoir par la classe ouvrière. Après tout, « pourquoi bourgeoisie et prolétariat ne seraient-ils pas tous deux impuissants à maîtriser

l'avenir de la société comme l'ont été les autres classes antagonistes par le passé ? ».

Si la classe ouvrière se voit contester son brevet de classe révolutionnaire par nature, il faut aller à en chercher une autre. Et pour cela, la meilleure méthode n'est-elle pas de tenter de donner la définition d'une classe révolutionnaire.

C'est le second problème-clé abordé par Bon et Burnier.

Pour eux, « le groupe ou la classe révolutionnaire possèdent deux attributs contradictoires qui leur donnent prise sur le système tout en fondant leur extériorité : produits les plus avancés de l'évolution économique et sociale, ils s'inscrivent dans une dynamique historique qui les écarte de la sphère du pouvoir ».

C'est à partir de cette définition que les auteurs prospectent la société post-industrielle pour y trouver un germe révolutionnaire.

Une enquête passionnante, contestable dans son ensemble, mais menée tambour battant.

J.G. ■



AGIP

Ils disent : « Tourisme. » Ils organisent la pollution.

La Côte Aquitaine en danger

Les militants révolutionnaires occitans et catalans continuent de lutter contre le soi-disant aménagement touristique du Languedoc-Roussillon, vaste spéculation foncière et immobilière.

Chaban-Delmas, pour s'assurer une clientèle politique qui dépassera le cadre de la ville de Bordeaux dont il est le maire, tente une opération de charme, à grande échelle, en ayant pris la décision de l'aménagement de la côte Aquitaine, de l'embouchure de la Gironde à celle de l'Adour.

Spéculateurs, notables locaux, gros propriétaires fonciers, architectes et promoteurs sans scrupules, hôteliers et futurs gestionnaires des milliards prodigués par le pouvoir, (en réalité par les travailleurs) s'agitent en tous sens pour se préparer à partager le gâteau gouvernemental.

A l'opposé, écologistes, associations populaires de tourisme, intellectuels défenseurs de la nature, s'organisent en comités de défen-

se, et tentent de s'opposer à une telle initiative.

Les militants révolutionnaires considèrent qu'une telle bataille n'est pas la leur, car c'est celle du pot de terre contre le pot de fer. C'est pourquoi les militants du PSU, originaires des départements concernés (Gironde et Landes) lancent un appel pour l'organisation d'une riposte efficace et cohérente.

Le gouvernement doit dans les prochains mois, sinon dans les prochaines semaines, signer les décrets légalisant l'aménagement de la côte Aquitaine. Nous proposons donc que les militants intéressés se coordonnent au plus vite pour poser les problèmes suivants :

- sous-développement industriel, aménagement rural et aménagement touristique en système capitaliste ;
- tourisme et spéculation foncière et immobilière ;
- tourisme de classe et tourisme populaire ;
- aménagement capitaliste et écologie ;
- qu'est-ce qu'une région économiquement équilibrée ?
- formes et axes de lutte contre l'idéologie bourgeoise qui pratique

une politique de mystification vis-à-vis des populations locales (la manne gouvernementale apportera industrialisation, richesse et emplois) ;

— connaissance concrète du terrain de lutte, afin d'organiser une riposte de masse anticapitaliste. Des propositions précises seront fournies ultérieurement à tous les camarades intéressés. C'est pourquoi nous demandons à tous les habitants de cette région qui pourraient participer à une telle action, à tous les militants qui y passent leurs vacances, de prendre contact par lettre dès maintenant avec : Michel TOULAN, Av. Georges-Clemenceau, Capbreton (40) ;

ou bien avec : Jean-Claude GILLET, 85, av. du Commandant-Soubielle, Perpignan (66) ; et de faire part, dès maintenant, de leurs réflexions, de leur lieu d'habitation ou de vacances.

En liaison avec les fédérations du PSU concernées, les grandes vacances 1972 seront l'occasion de définir une orientation et une pratique commune.

L'efficacité de notre action dépend de votre réponse positive à tous

HLM - ZUP : CONTESTATION OU RÉFORMISME

Le samedi 7 avril s'est tenue à Brest une assemblée de militants engagés dans des actions sur des Z.U.P. ou grands ensembles. La cinquantaine de militants présents étaient pour moitié seulement membres du parti. Des camarades de Rennes, Quimper et Grenoble s'étaient joints à eux pour confronter des expériences variées.

Une première série d'exposés retraçait les luttes engagées dans ces différentes villes (voir notamment « T.S. » numéro 533) puis un débat s'engagea autour de quelques points qui sont aujourd'hui au centre des interrogations de la plupart des militants du secteur.

PARTICIPATION OU REVENDICATION

Si dans les premiers temps d'une action le choix n'est pas vraiment posé, on constate rapidement que la participation à des structures de gestion est possible.

Les opinions ont divergé sur ce point. Pour les uns il faut toujours refuser de participer dans les formes que propose l'adversaire (office d'H.L.M., centres sociaux et M.J.C.) et rester en dehors pour peser plus facilement en lui laissant toutes les responsabilités. Pour d'autres, le critère fondamental est celui de la pratique que nous pouvons imposer dans ces organismes. Si nous pouvons faire que les gens eux-mêmes prennent en main l'ensemble des affaires, alors il faut foncer et « participer » (ce sera le cas de certaines M.J.C. ou de centre-sociaux). Par contre, si nous servons de caution, il faut sortir ou rester dehors (office d'H.L.M. généralement). Une troisième position s'est exprimée. Les camarades pensent que, tout en refusant toute forme de gestion (c'est-à-dire toute lutte pour la possession d'un appareil) il faut être présent dans les organes de gestion pour avoir l'information, la diffuser et s'en servir comme moyen de mobilisation.

Personne n'a voulu trancher ce débat et nous n'étions pas là pour ça ; par contre, il serait bon qu'il s'élargisse pour favoriser le choix des camarades qui sont confrontés à de telles situations.

P.C.F. et C.N.L.

Les divergences avec les camarades de ces organisations sont très grandes et portent essentiellement sur trois points.

— Les réformistes refusent de mener des actions illégales. Or pour un révolutionnaire, mener une action illégale, est un moyen de montrer que le domaine des conquêtes possibles est plus large que celui des actions permises par la loi ; à condition qu'elle soit comprise par la plus large partie des gens engagés dans l'action.

Par exemple le P.C.F. juge aventuriste l'occupation d'un terrain où l'on menace de construire de nouvelles tours alors que les espaces verts font défaut.

— Le P.C.F. et ses membres impliqués dans la C.N.L. recherchent essentiellement à circonscrire les actions sur un terrain précis. Ils refusent de voir que tout se tient et qu'il n'est pas besoin de créer des comités de défense pour chaque petit bout de la vie quotidienne (parents d'élèves, locataires, usagers des transports...). Cette attitude est d'ailleurs logique car pour eux le problème n'est pas que les travailleurs prennent en main leurs affaires mais qu'ils votent bien en 1973.

Compte tenu de ces remarques l'appartenance à la C.N.L. semblait être remise en cause pour certains, malgré les avantages juridiques qu'ils en tirent.

POLITISATION ET PRÉSERVATION DU MOUVEMENT

Ce débat rejoint un peu le débat portant sur la cogestion. Tous les camarades ont constaté que leur but était double. Obtenir des résultats appréciables sur des problèmes importants, politiser les habitants pour avancer dans la prise de conscience socialiste. Or, même si des résultats appréciables sont obtenus, il est très difficile de préserver le tonus d'une action pendant longtemps et surtout de ne pas tomber dans le poujadisme. L'utilisation de points d'appuis (journaux, M.J.C...) paraît ici essentielle.

Mais quelle est la portée de ces luttes ? Certains pensent qu'il faut surtout assurer une action et une présence à long terme ; d'autres pensent qu'au contraire, des actions ponctuelles sont plus efficaces car elles font prendre conscience aux gens qu'en se défendant un peu ils gagnent souvent beaucoup. De plus des militants se forment en plus grand nombre dans ces actions.

Bien d'autres questions ont été abordées : Vaut-il mieux un centre social beau et bien huilé ou des mètres carrés sociaux par immeuble, là où se déroule la première étape de connaissance et de travail entre les habitants ? Vaut-il mieux lutter pour l'implantation de crèches aux mains de spécialistes ou pour l'implantation de haltes ou de petites crèches associant plus directement les familles.

Comment assurer le lien avec les entreprises, particulièrement les entreprises de commerce (grandes surfaces...) où la solidarité des clients est fondamentale pour les employés.

Autant de questions qui restent ouvertes. Il serait positif qu'un dialogue s'instaure sur quelques-uns de ces points par le biais de la commission nationale et du bulletin du secteur par exemple. Ceux qui ont pesé ces questions seraient heureux que ce dialogue existe.

B. SALGUES

(1) Confédération nationale des Locataires, créée en 1920, animée nationalement par des militants proches du P.C.F. et de la C.G.T.

UNE VICTOIRE POUR LES EXPULSÉS A VILLENEUVE St-GEORGES

Mardi 28 mars, seize célibataires et un jeune ménage sont expulsés violemment et sans préavis d'un café-hôtel où ils logeaient depuis plusieurs années.

Malgré les protestations du comité de soutien (P.S.U. - Cause du

Peuple - Secours Rouge) plus de cent policiers ont participé à cette expulsion laissant les travailleurs à la rue.

Ceux-ci furent recueillis à l'église Saint-Martin-d'Orly en attendant d'être relogés.

DES PROPOSITIONS MISÉRABLES

Plusieurs démarches ont été faites tant à la mairie de Villeneuve-St-Georges qu'à la préfecture. Celle-ci propose d'abord :

— Un foyer d'accueil dans le 20^e mais seulement pour les célibataires et pour 15 jours !

— Puis un foyer de travailleurs à Champigny à 175 F le lit dans des chambres de 8 — loin du travail et sans moyen de transport à 5 h le matin.

Ces propositions ont été refusées par les travailleurs expulsés car elles ne correspondaient pas au minimum demandé : « un logement décent près du lieu de travail avec un loyer abordable ».

Puis ce fut du côté des services officiels le silence...

OCCUPATION

C'est pourquoi le vendredi 7 avril, 30 médecins ont occupé la direction de l'Aide sanitaire et sociale de la préfecture de Créteil. Après deux heures d'occupation, le préfet en personne a promis que les 18 expulsés seraient relogés le plus tôt possible. Ils l'ont été effectivement dans un ancien foyer de jeunes à Valenton, dont l'état est parfaitement convenable.

Samedi 8, le comité de soutien renforcé par les organisations C.F.-D.T., militants C.G.T., S.N.I., organisations catholiques (I.O.C., A.C.O., équipes de prêtres), a manifesté à la gare et à la mairie de Villeneuve-St-Georges afin de dépasser le simple problème de nos

18 camarades maintenant relogés. Il a posé de nombreuses questions au maire (U.D.R.-centriste) qui n'a rien fait et a dénoncé par tracts et banderoles le scandale du logement dans notre commune et au niveau national.

LES LEÇONS QUE NOUS TIRONS DE CETTE LUTTE

— Parce que le relogement de nos 18 camarades n'est qu'un premier succès ;

— Parce que le combat pour un logement décent fait partie du combat pour le socialisme ;

La section de Villeneuve-St-Georges a tiré de son combat un certain nombre d'enseignements qu'elle soumet à tout le parti et aux lecteurs de « Tribune Socialiste ».

1) En fonction de l'objectif, certaines alliances sont nécessaires dans le cadre d'un comité de soutien, surtout devant l'urgence d'installer un rapport de forces suffisant contre l'expulsion. Il faut contacter le maximum d'organisations démocratiques et syndicales (C.G.T., C.F.D.T., F.O., organisations catholiques, avocats...).

2) Le comité de soutien doit, comme nous l'ont justement indiqué les organisations algériennes, se garder de certaines positions et types d'actions dites « héroïques » qui risquent d'avoir de fâcheuses conclusions pour des travailleurs immigrés.

3) Il ne faut pas se masquer que la population est peu présente et mobilisable ; de ce fait il faut surtout compter sur les sympathisants des organisations d'extrême gauche.

4) Nécessité pour une section P.S.U. d'apparaître d'une manière autonome tant par ses actions (tracts...) que par ses propositions dans le comité de soutien et à l'extérieur.

5) S'il y a une contradiction secondaire entre travailleurs français et travailleurs immigrés, il faut bien considérer que le problème des expulsions doit rentrer dans le cadre plus général du problème du logement en France (problème des promoteurs immobiliers, manque d'équipement, politique de l'urbanisation...). C'est le caractère politique qui manque à ce type d'action et qu'il nous faut introduire.

6) Commencer une action et la prolonger jusqu'à son objectif final est une chose, se donner des moyens pour garder des contacts à longs termes en est une autre. Autrement dit, une fois l'objectif atteint, il faut partir de la détermination des travailleurs immigrés pour lui apporter une intervention politique et plus générale. C'est à quoi nous nous attachons maintenant.

LILLE - JUIN 1971
LE ROLE DU P.S.U.
LES TEXTES DU CONGRES

L'exemplaire	F 4,00
par 10 exemplaires	F 3,50
par 50 exemplaires	F 3,30

Paiement à la commande à adresser à :
TRIBUNE SOCIALISTE
9, rue Borromée - Paris (15^e)
C.C.P. 58-26-65 Paris

LE CHILI N'EST PAS SEUL

TRIBUNE SOCIALISTE

Camarade Ambrosio, quel bilan le M.A.P.U. tire-t-il des 16 premiers mois de gouvernement populaire au Chili ?

RODRIGO AMBROSIO

Au cours de l'année 1971, le peuple chilien et son gouvernement, dirigés par l'Unité Populaire, ont frappé davantage le latifundio, les monopoles et l'impérialisme.

La réaction interne organise désespérément sa résistance. Les réactionnaires savent qu'en 1972 leurs propriétés doivent achever de passer aux mains du peuple. Ils perfectionnent l'action commune des partis d'opposition, essaient de mobiliser certains secteurs des masses, mettent sur pied des campagnes alarmistes ; et surtout, ils font du Parlement leur place forte (comme ces derniers temps) pour bloquer le gouvernement et créer des situations artificielles dans lesquelles celui-ci apparaît hors de la légalité. Sur ce terrain, l'ennemi a montré des capacités tactiques et a remporté certains succès partiels.

L'initiative

Malgré tout, sur le plan stratégique, c'est le gouvernement qui a eu l'initiative et il la conservera. Là, l'ennemi ne peut rien : 1972 sera l'année pendant laquelle les tâches fondamentales du programme seront remplies — tâches anti-latifundiaires, anti-monopolistes et anti-impérialistes.

Cela doit permettre d'ouvrir le chemin de la victoire aux élections parlementaires de 1973, et donc de faire des pas décisifs vers la conquête du pouvoir et la construction d'un Etat populaire qui soit capable de développer un style de travail fécond avec les masses et d'approfondir irréversiblement leur participation à la direction de l'économie et du gouvernement, puisque le pouvoir n'est jamais échu au peuple grâce à un précaire succès électoral, mais grâce à la ferme volonté du peuple de défendre ses conquêtes et de faire face à ses ennemis sur tous les terrains.

TS Quel est le bilan de l'Unité Populaire du point de vue international ?

RA La réaction internationale a fait le sien. Ces derniers temps, aux tribunaux de New York, qui ont ordonné la

De passage récemment à Paris, le camarade Rodrigo Ambrosio, secrétaire général du M.A.P.U. (Mouvement d'Action Populaire pour l'Unité), un des principaux partis constitutifs de l'Unité populaire du Chili, s'est entretenu avec une délégation de la Commission internationale du P.S.U., conduite par Michel Rocard. A la suite de cet entretien, il a accepté de répondre aux questions de « Tribune Socialiste ».

réquisition des biens des entreprises d'Etat chiliennes, ainsi qu'aux négociations sur notre dette extérieure à Paris, quelques secteurs impérialistes ont fait des pressions, des chantages, des menaces. C'est une réponse qui arrive d'une manière tardive et faible, et qui est destinée à l'échec. Il n'y a pas aujourd'hui dans le monde les conditions politiques objectives pour une contre-attaque puissante et efficace de l'impérialisme.

Le Chili n'est pas seul. Mieux encore, il n'est plus possible d'isoler aujourd'hui le Chili comme on a isolé hier Cuba. Le Chili et Cuba ne sont pas des îles solitaires sur la carte, mais les sommets les plus hauts d'un mouvement général d'ascension des masses latino-américaines.

Au-delà de l'Amérique Latine, c'est le développement des mouvements de libération nationale dans d'autres continents, et plus particulièrement la guerre héroïque menée par le peuple vietnamien, qui a fait entrer l'impérialisme nord-américain dans une phase de déclin accéléré. Les cercles dirigeants semblent en prendre conscience. Aujourd'hui, ils demandent à être reçus à Pékin pour « déplacer des murailles », ces murailles qu'eux-mêmes ont édifiées brique par brique pendant plus de vingt ans. Les militaristes japonais font des pirouettes désespérées ; à Taïpeh, Séoul et Saïgon, les fantoches font leurs comptes, acceptent de chercher des solutions « réalistes »... mais demain ce sera leur fuite pure et simple !

La révolution chilienne fait partie de cette bataille mondiale pour l'indépen-

dance, la démocratie et le socialisme, dans laquelle les Etats socialistes constituent une avancée solide et indestructible. Aucun ennemi ne sera capable de nous séparer de cet ensemble de forces révolutionnaires qui, sur tous les continents, ont contribué à établir le cadre des possibilités dans lequel le processus chilien peut se développer aujourd'hui. Aucun ennemi ni aucun ami ne pourra nous empêcher de recevoir la solidarité de tous les partis ouvriers et de tous les pays socialistes, y compris l'Union soviétique et la République Populaire de Chine.

Quelle politique internationale ?

TS Tu rentres d'un voyage en Extrême-Orient, au cours duquel tu as été reçu à Pékin, Hanoï et Pyongyang ; avant de retourner au Chili, tu vas assister au congrès du Parti Communiste Italien, puis tu te rendras à La Havane. Quelle est donc la politique internationale du M.A.P.U. en tant que parti ?

RA Nous apportons notre ferme soutien à la lutte des mouvements de libération nationale, notamment en Amérique Latine. On sait bien qu'il s'agit-là de l'une des sources les plus puissantes de la révolution mondiale dans les dernières décades.

Mais, en tant que parti ouvrier, nous nous devons aussi au mouvement ouvrier international. Or, au moment où nous y entrons, ce mouvement n'est

plus un bloc monolithique avec un centre dirigeant unique. Il n'est plus possible de revenir en arrière et nous ne le regrettons pas, puisque si nous sommes aujourd'hui dans toute autre situation, c'est justement grâce au développement du mouvement ouvrier et du camp socialiste. Il faut donc essayer un nouveau type d'unité capable de rendre compte de toute l'ampleur, la richesse, voire la complexité de ce mouvement ouvrier. Tous les partis, grands et petits, doivent avoir leur place dans cette nouvelle unité, et pour cela il faut que chaque parti développe sa ligne en pleine indépendance, en accord avec les conditions historiques concrètes de chaque pays.

Le plus jeune parti ouvrier

TS Comment définis-tu le M.A.P.U. et sa place dans l'Unité Populaire ?

RA Le M.A.P.U. exprime les intérêts de classe du prolétariat à l'intérieur de l'Unité Populaire. Chez nous, c'est le plus jeune des partis ouvriers. Il a réussi quand même à s'implanter solidement dans les couches prolétariennes de récente constitution sociale, qui ont accédé à la vie politique de classe depuis les années 60. Par rapport aux autres partis qui se réclament de la classe ouvrière, nous pouvons dire que le M.A.P.U. est celui qui pose le problème de l'unité prolétarienne avec le plus de force et de lucidité : tous les partis ouvriers doivent constituer à long terme un seul parti de la classe ouvrière, mais pour y arriver ils doivent développer davantage chez eux les positions prolétariennes, et même s'aider réciproquement sur ce point moyennant une lutte idéologique.

Le M.A.P.U. apporte à cette unité prolétarienne tous les atouts d'un jeune parti ouvrier : une analyse marxiste de la lutte de classe dépouillée de tout dogmatisme ; la conception d'une révolution ininterrompue qui débouche sur le socialisme mais qui doit nécessairement débiter par une étape où se combinent des tâches nationales, démocratiques et de préparation au socialisme ; une stratégie axée sur le besoin, d'une part d'une large alliance du peuple et d'autre part d'un solide noyau prolétaire à l'intérieur de cette alliance ; une ouverture sur toutes les formes de luttes ; un style vivant de masse et le refus de tout penchant bureaucratique ; une vision du mouvement ouvrier international qui rend compte de toutes ses réalités et de toutes ses possibilités...

(Propos recueillis par Jean MENDELSON.)